

**MARCHÉ PUBLIC DE SERVICES****CAHIER DES CLAUSES ADMINISTRATIVES ET  
TECHNIQUES PARTICULIÈRES  
(CCATP)****(CCATP N° DIRA-SIEER-25-22)*****L'acheteur exerçant la maîtrise d'ouvrage***

DIRECTION INTERDÉPARTEMENTALE DES ROUTES ATLANTIQUE

***Représentant du Maître d'ouvrage (RMO)***

Madame la Directrice Interdépartementale des Routes Atlantique

***Objet du marché***

Réalisation d'inspections d'ouvrages d'art sur le réseau routier de la DIR Atlantique

Le présent CCATP comporte 5 annexes.

# CAHIER DES CLAUSES ADMINISTRATIVES ET TECHNIQUES PARTICULIÈRES

## SOMMAIRE

	Pages
<b>ARTICLE PREMIER. OBJET ET NORMES - DISPOSITIONS GÉNÉRALES.....</b>	<b>4</b>
1-1. Objet du marché et normes.....	4
1-2. Représentation de l'acheteur et forme des notifications.....	5
1-3. Point de départ du délai d'exécution.....	7
1-4. Passation des commandes.....	7
1-5. Décomposition en tranches et en lots.....	8
1-6. Obligation de confidentialité et mesures de sécurité, protection des données à caractère personnel.....	8
1-7. Contrôle des coûts de revient.....	9
1-8. Dispositions générales.....	9
1-9. Ordres de service.....	12
<b>ARTICLE 2. PIÈCES CONSTITUTIVES DU MARCHÉ.....</b>	<b>12</b>
<b>ARTICLE 3. PRIX - VARIATION DANS LES PRIX - RÈGLEMENT DES COMPTES...13</b>	<b>13</b>
3-1. Tranche(s) optionnelle(s).....	13
3-2. Contenu des prix - Règlement des comptes.....	13
3-3. Variation dans les prix.....	15
3-4. Paiement direct des sous-traitants.....	16
<b>ARTICLE 4. DURÉE DU MARCHÉ ET DÉLAI D'EXÉCUTION - PÉNALITÉS, PRIMES ET RETENUES.....</b>	<b>16</b>
4-1. Durée du marché et délais d'exécution.....	16
4-2. Pénalités pour retard d'exécution.....	16
4-3. Pénalités et retenues autres que retard d'exécution.....	17
4-4. Primes pour réalisation anticipée des prestations.....	18
4-5. Interventions urgentes.....	18
<b>ARTICLE 5. CLAUSES DE FINANCEMENT ET DE SÛRETÉ.....</b>	<b>18</b>
5-1. Retenue de garantie.....	18
5-2. Avances.....	18
<b>ARTICLE 6. QUALITÉ, CONTRÔLE ET PRISE EN CHARGE DES MATÉRIAUX ET PRODUITS.....</b>	<b>19</b>
<b>ARTICLE 7. MISE EN PLACE ET EXÉCUTION DU MARCHÉ.....</b>	<b>20</b>
7-1. Mise en place du marché.....	20
7-2. Programme d'exécution.....	20
7-3. Conditions d'exécution.....	20
7-4. Conditions d'intervention.....	21
7-5. Formation.....	22
7-6. Prescriptions particulières d'hygiène et de sécurité.....	22
<b>ARTICLE 8. CONTRÔLES, ADMISSIONS ET GARANTIES.....</b>	<b>23</b>
8-1. Surveillance en usine, vérifications et essais.....	23

8-2. Admission.....	23
8-3. Garantie(s).....	23
<b>ARTICLE 9. RÉSILIATION.....</b>	<b>24</b>
<b>ARTICLE 10. CLAUSES TECHNIQUES.....</b>	<b>24</b>
10-1. Localisation des travaux et consistance de la mission.....	25
10-2. Conditions d'accès à l'ouvrage.....	25
10-3. Préparation de la prestation.....	26
10-4. Reconnaissance des ouvrages.....	28
10-5. Préparation de l'intervention.....	28
10-6. Intervention.....	29
10-7. Forme du rendu.....	32
10-8. Rapport minute.....	35
10-9. Déroulement.....	36
10-10. Restitution.....	36
10-11. Livrables.....	36
<b>ARTICLE 11. CLAUSE SOCIALE D'INSERTION.....</b>	<b>37</b>
<b>ARTICLE 12 ÉLÉMENTS CONDITIONNANT LA MISSION.....</b>	<b>37</b>
12-1. Sécurité.....	37
12-2. Accès.....	37
12-3. Planification et Agrément.....	38
12-4. Contraintes particulières.....	38
12-5. Contrôle qualité et point d'arrêt.....	38
12-6 Moyens et renseignements fournis par la DIR Atlantique.....	38
12-7. Moyens et prestations fournis par le titulaire.....	39
<b>ARTICLE 13. DÉROGATIONS AUX DOCUMENTS GÉNÉRAUX.....</b>	<b>39</b>

# CAHIER DES CLAUSES ADMINISTRATIVES ET TECHNIQUES PARTICULIÈRES

*Dans tout ce document, le code de la commande publique est désigné par l'abréviation CCP.*

## **ARTICLE PREMIER. OBJET ET NORMES - DISPOSITIONS GÉNÉRALES**

### **1-1. Objet du marché et normes**

Les prestations, objet du présent marché, concernent la réalisation d'inspections d'ouvrages d'art sur le réseau routier de la DIR Atlantique.

L'inspection comprend pour chaque ouvrage :

- la reconnaissance de celui-ci
- la préparation de l'intervention (dont le recueil de données)
- l'intervention
- la rédaction d'un rapport
- la restitution orale
- la diffusion de livrables sous format informatique

Les prestations se dérouleront sur les ouvrages du réseau routier de la Direction Interdépartementale des Routes Atlantique (DIRA). Celui-ci couvre pour tout ou partie des territoires des départements 16, 17, 33, 64, 79, 86. Géographiquement, le réseau de la DIRA est séparé en quatre districts ; les districts sont découpés en centres d'entretien et d'intervention (CEI).

Les prestations font l'objet d'un accord-cadre à bons de commande conformément aux dispositions des articles L.2125-1 1° et R.2162-1 à R.2162-6 et R.2162-13 à R.2162-14 du CCP.

Ces prestations doivent être conformes aux normes françaises homologuées ou équivalentes.

La référence des normes applicables figure dans l'annexe technique.

Ces inspections sont à mener conformément aux directives de « l'Instruction technique pour la surveillance et l'entretien des ouvrages d'art » de décembre 2010 déclinées en plusieurs fascicules et notamment aux « fascicules 51 Ouvrages de soutènement ».

Chaque année, l'ensemble des inspections à réaliser est partagé en deux parties par le gestionnaire : une petite partie est réalisée par le Cerema, la majorité des inspections seront confiées au prestataire du marché.

#### **1-1.1. Catégories de ponts concernés**

Les ouvrages de la **liste I** sont constitués d'ouvrages de types suivants :

- Pont dalle en béton armé
- Pont dalle en béton précontraint
- Pont à poutres sous-chaussée en béton armé
- Pont en maçonnerie et leurs élargissements éventuels
- Pont cadre, portique (PICF, PIPO...)

- Buse métalliques
- Buse en béton
- Pile en béton armé
- Pile en maçonnerie
- Culée en béton armé
- Culée en maçonnerie

Les ouvrages de la **liste II** sont constitués d'ouvrages de types suivants :

- Pont en béton précontraint du type : VIPP, PRAD, Dalle nervurée, Poutre caisson
- Pont mixte acier-béton
- Pont à poutrelles enrobées
- Pile-marteau
- Pile-caisson

### **1-1.2.** Catégories de murs concernés

Les ouvrages de la **liste I** sont constitués d'ouvrages de types suivants :

- Murs poids en maçonnerie de pierres sèches (type 1)
- Murs poids en maçonnerie jointoyée (type 2)
- Murs poids en béton (type 3)
- Murs poids en gabions (type 4)
- Murs poids en éléments préfabriqués en béton empilés (type 5)
- Voiles en béton armé encastrés sur semelle (type 6)

Les ouvrages de la **liste II** sont constitués d'ouvrages de types suivants :

- Rideaux de palplanches métalliques (type 7)
- Parois moulées ou préfabriquées (type 8)
- Parois composites (type 9)
- Murs en remblai renforcé par des éléments métalliques (type 10)
- Murs en remblai renforcé par des éléments géosynthétiques (type 11)
- Parois clouées (type 12)
- Voiles ou poutres ancrées (type 13)
- Ouvrages divers (type 14)

## **1-2. Représentation de l'acheteur et forme des notifications**

### **1-2.1.** Représentation de l'acheteur pour l'exécution du marché

Pour les besoins de l'exécution du marché, les personnes physiques désignées ci-après sont habilitées à représenter l'acheteur auprès du titulaire :

**1. Le chef du Service d'Ingénierie, d'Entretien et d'Exploitation de la Route ou son représentant**, pour assumer les fonctions suivantes :

- a) Réception des communications du titulaire avec l'acheteur, auxquelles il entend donner date certaine ainsi que la notification des décisions et communications de l'acheteur faisant courir un délai (article 3-1 du CCAG) ;
- b) Réception de la lettre recommandée du titulaire signalant les causes faisant obstacle à l'exécution du marché dans le délai contractuel (article 13.3.2 du CCAG) ;

c) Signature et notification, en tant que représentant de l'acheteur pour l'exécution du marché, des décisions d'admission, d'ajournement, de réfaction ou de rejet lorsque celles-ci résultent strictement de dispositions contractuelles (article 30 du CCAG).

**2. Le responsable de l'Unité Ouvrages d'Art (UOA), pour assumer les fonctions suivantes :**

- a) Réception de la demande de paiement (article 11.5 du CCAG) ;
- b) Proposition d'acceptation ou de rectification de la facture et de complément de la facture (article 11.6 du CCAG) ;
- c) Suspension du délai global de paiement s'il n'est pas possible, du fait du titulaire, de procéder aux opérations de vérifications ou à toutes autres opérations nécessaires au paiement ;
- d) Information du titulaire de la suspension du paiement par le comptable assignataire ;
- e) Vérifications quantitatives et qualitatives, qu'elles soient exécutées directement par lui-même ou, sous sa responsabilité, par des agents qu'il désigne (articles 28 et 29 du CCAG).

### **1-2.2. Formes des notifications**

Conformément à l'article 3.1.1 du CCAG, les notifications peuvent être faites par le biais du profil d'acheteur ou à l'adresse électronique des parties mentionnée dans les documents particuliers du marché.

En complément de l'article 3.1 du CCAG, pour la bonne exécution des prestations, les parties veilleront tout au long de l'exécution du marché à ce que les adresses mails indiquées dans les documents particuliers du marché puissent assurer des échanges en temps réels.

Tout au long de l'exécution des prestations du marché, le maître d'ouvrage et/ou le maître d'œuvre procéderont à la notification de toutes les informations par voie électronique ou via la messagerie de la plate-forme de dématérialisation PLACE, au titulaire, ou le cas échéant au mandataire du groupement (destinataire).

#### **Notification via PLACE :**

La messagerie sécurisée de PLACE assurera la traçabilité, la sécurité, la confidentialité et l'horodatage de tous les échanges, y compris ceux des accusés de réception par le destinataire.

Ces accusés de réception seront générés par PLACE, et permettront de déterminer de façon certaine la date et l'heure de sa réception de l'information.

En application de l'article 3.1.2 du CCAG, c'est la date et l'heure de réception de la première consultation du document qui a été adressé, mentionnées sur le récépissé généré par PLACE, qui sont considérées comme celles de la notification.

Conformément à l'article 3.1.2 du CCAG, à défaut de consultation de l'information sur PLACE par le destinataire, dans les huit jours à compter de l'envoi de l'information (ou de la mise à disposition des documents), les documents seront réputés avoir été notifiés à l'issue de ce délai.

En application de l'article 3.2.1 du CCAG, si l'information transmise au destinataire, ne mentionne pas de délai (s) celui-ci (ceux-ci) commence(nt) à courir à 0 heure le lendemain de l'accusé de réception par le destinataire dans PLACE.

Toutefois, lorsque le délai est exprimé en heures, il commence à courir à compter de l'heure suivant celle où s'est produit le fait qui sert de point de départ de ce délai.

Lors de la transmission de l'information via PLACE par le maître d'ouvrage et/ou le maître d'œuvre, ceux-ci veilleront à utiliser la modalité technique d'envoi, qui permettra au destinataire de lui adresser une réponse en retour via PLACE, le cas échéant.

Si cette réponse fait courir un délai, le démarrage de ce dernier commencera à courir dans les mêmes conditions que celles décrites pour la notification par le maître d'ouvrage et / ou le maître d'œuvre.

Notification par échanges dématérialisés :

Dans ce cas les délais commenceront à courir dès réception de l'accusé de réception du titulaire dans les conditions définies à l'article 3.2.1 du CCAG. Si cet accusé n'est pas généré automatiquement par l'application informatique du titulaire, ce dernier devra adresser un courriel valant accusé de réception dans un délai qui ne devra pas excéder 24 heures. Dans le cas où le titulaire n'accuserait pas réception dans les huit jours à compter de l'envoi de l'information, les documents seront réputés avoir été notifiés à l'issue de ce délai.

Par réciprocité, la notification au représentant du pouvoir adjudicateur ainsi qu'aux personnes désignées dans les pièces particulières ou générales du marché, des informations ou transmissions du titulaire qui font courir un délai, peut être faite par échanges dématérialisés ou via PLACE dans les mêmes conditions que celles décrites ci avant.

**1-3. Point de départ du délai d'exécution**

Le bon de commande précise les conditions d'exécution et en particulier la mise en œuvre d'une période de préparation si elle s'avère nécessaire.

Il sera dérogé à l'article 13.1.2 du CCAG dans le cas où le délai d'exécution du bon de commande partirait de la date précisée dans la décision du RMO pour commencer l'exécution de celui-ci.

**1-4. Passation des commandes**

Les commandes successives sont adressées sous forme de bons de commandes signés par :

- la direction de la DIR Atlantique pour les bons de commande d'un montant supérieur ou égal à 50 000 € HT ;
- le responsable du SIEER ou le responsable de l'Unité Ouvrages d'Art de la DIR Atlantique pour les bons de commande d'un montant inférieur à 50 000 € HT.

En règle générale, un programme prévisionnel sera établi en début d'année. Les bons de commande seront diffusés en fonction des conditions de préparation et seront réalisés de façon distincte pour chaque CEI.

Les prestations planifiées devront être confirmées par le titulaire 48 heures avant le premier jour d'intervention en fonction des conditions météorologiques. Le maître d'œuvre pourra reporter ou avancer une intervention jusqu'à 48 heures avant l'intervention.

Les bons de commande pourront être adressés pendant les jours et heures ouvrables, du lundi 8 h au vendredi 12 h, par mail. Le titulaire devra accuser réception dans le délai maximum de 48 h par renvoi par mail du bon de commande portant la date et l'heure de réception. L'accusé de réception informatique au pouvoir adjudicateur fera foi en cas de contestation.

Chaque bon de commande précise :

- La désignation et la nature des prestations ;
- La quantité commandée par nature ;
- Les prix unitaires et/ou forfaitaires ;
- Le montant par nature de prestations ;
- Le montant de la commande hors taxe, le montant de la TVA et le montant TTC ;
- Les mesures particulières concernant la Sécurité et la Protection de la Santé (SPS) ;
- Les conditions particulières concernant l'exploitation du domaine public ;
- Le lieu d'exécution et la zone géographique concernée ;
- La durée d'intervention ;
- La référence du marché.

L'acheteur confie au titulaire, pendant toute la durée de validité du marché précisée à l'article 3-1 de l'acte d'engagement, l'exécution de la totalité des prestations ci-dessus définies, suivant commandes faites au fur et à mesure des besoins.

### **1-5. Décomposition en tranches et en lots**

Il n'est pas prévu de décomposition en tranches, les prestations ne sont pas réparties en lots.

### **1-6. Obligation de confidentialité et mesures de sécurité, protection des données à caractère personnel**

#### **1-6.1. Obligation de confidentialité**

En application de l'article 5-1 du CCAG, le titulaire s'engage à la plus grande discrétion concernant les éléments de toute nature qui lui sont communiqués par l'acheteur et s'interdit de les porter à la connaissance de quiconque sans autorisation préalable de ce dernier.

La méconnaissance de cette obligation entraîne l'application de la pénalité définie à l'article 4-3.9 du CCATP.

#### **1-6.2. Sites sensibles**

Sans objet.

#### **1-6.3. RGPD (Règlement général sur la protection des données)**

En application de l'article 5-2 du CCAG, et d'une façon générale le titulaire est responsable du traitement des données personnelles qu'il réalise pour son propre compte et l'acheteur est responsable du traitement des données personnelles qu'il communique au titulaire qui doit en assurer la confidentialité et la sécurité dans les conditions particulières définies dans le contrat.

L'exécution du présent marché ne requérant pas pour le titulaire l'accès à des données personnelles détenues par l'acheteur ni le traitement de telles données, il n'est donc pas prévu de dispositions particulières à cet effet.

Toutefois, si en cours d'exécution du marché, le titulaire devait avoir accès à de telles données ou en assurer le traitement, il devra en alerter l'acheteur afin de convenir ensemble des mesures particulières nécessaires à la protection de ces données dans le respect des exigences du règlement de l'Union européenne 2016/679 du 27/04/2016.

En cas de carence du titulaire dans son devoir d'alerte, il sera fait application de la pénalité prévue à l'article 4-3.10 du présent CCATP.

#### **1-6.4. Propriété intellectuelle**

Le domaine d'exploitation des droits cédés par le titulaire (droits de représentation et de reproduction) s'exerce pendant la durée de vie de l'ouvrage et sur le territoire français.

Le titulaire du marché cède, à titre exclusif, l'intégralité des droits ou titres de toute nature afférents aux résultats permettant à l'acheteur de les exploiter librement, y compris à des fins commerciales, pour les destinations précisées dans les documents particuliers du marché.

Le titulaire du marché cède à l'acheteur le droit d'exploiter les bases de données incluses, le cas échéant, dans les résultats.

Le titulaire du marché peut librement publier les résultats sous réserve des stipulations du chapitre 6 du CCAG et de l'accord préalable de l'acheteur.



## **1-7. Contrôle des coûts de revient**

Sans objet.

## **1-8. Dispositions générales**

Le titulaire s'engage à fournir tous les 6 mois à compter de la notification du marché et jusqu'à la fin de l'exécution de celui-ci, les pièces et attestations sur l'honneur notamment prévues à l'article D.8222-5 ou D.8222-7 du code du travail.

Les pièces et attestations mentionnées ci-dessus sont déposées par le titulaire sur la plateforme en ligne mise à disposition, gratuitement, par les ministères chargés de l'environnement et du logement, à l'adresse suivante : <https://www.e-attestations.com>.

### **1-8.1. Mesures d'ordre social - Application de la réglementation du travail**

Le titulaire est soumis aux obligations résultant des lois et règlements relatives à la protection de la main d'œuvre et aux conditions du travail.

Le titulaire doit être en mesure de justifier pour lui-même et ses sous-traitants quel que soit leur rang, sur simple demande du représentant de l'acheteur, du respect des obligations prévues par les huit conventions fondamentales de l'Organisation Internationale du Travail.

Il devra, sur demande du représentant de l'acheteur, communiquer les documents justificatifs et permettre l'accès à l'ensemble de ses lieux de travail et de ceux de ses sous-traitants.

En cas d'infraction constatée, le marché pourra être résilié dans les conditions définies à l'article 44.1 du CCAG.

En application de l'article D.8222-5 du Code du Travail, le titulaire est tenu de produire tous les six mois jusqu'à la fin de l'exécution du marché, les documents demandés par ledit article.

Dans le cas de titulaires groupés, le respect de ces mêmes obligations par les cotraitants doit être assuré à la diligence et sous la responsabilité du mandataire.

En application des articles D.8254-2 à 5 du Code du Travail et avant la notification du marché, le titulaire, qu'il soit étranger ou non, doit remettre à l'acheteur la liste nominative des salariés étrangers qu'il emploie et soumis à l'autorisation de travail mentionnée aux articles L.5221-2, 3 et 11 du Code du Travail. Cette liste précise, pour chaque salarié, sa date d'embauche, sa nationalité ainsi que le type et le numéro d'ordre du titre valant autorisation de travail.

La communication de la liste mentionnée à l'alinéa précédent doit être effectuée tous les six mois, jusqu'à la fin de l'exécution du marché.

Le titulaire s'engage à introduire dans les contrats conclus avec des tiers pour l'exécution du présent marché, les clauses nécessaires au respect des prescriptions des articles D.8254-2 à 5 du Code du Travail.

### **1-8.2. Dispositions applicables en cas d'intervenants étrangers ou de travailleurs détachés**

#### **1-8.2.1. Intervenants étrangers**

En cas de litige, la loi française est seule applicable. Les tribunaux français sont seuls compétents. Les correspondances relatives au marché sont rédigées en français.

Si le titulaire est étranger et n'a pas d'établissement en France, il facture ses prestations hors TVA.

En application des articles D.8222-7 et 8 du Code du Travail, le titulaire, s'il est établi ou domicilié à l'étranger, est tenu de produire tous les six mois jusqu'à la fin de l'exécution du marché, les documents demandés par ledit article.

En application des articles D.8254-2 à 5 du Code du Travail et avant la notification du marché, le titulaire doit remettre au maître de l'ouvrage la liste nominative des salariés étrangers qu'il emploie et soumis à l'autorisation de travail mentionnée aux articles L.5221-2, 3 et 11 du Code

du Travail. Cette liste précise, pour chaque salarié, sa date d'embauche, sa nationalité ainsi que le type et le numéro d'ordre du titre valant autorisation de travail.

La communication de la liste mentionnée à l'alinéa précédent doit être effectuée tous les six mois, jusqu'à la fin de l'exécution du marché.

Le titulaire s'engage à introduire dans les contrats conclus avec des tiers pour l'exécution du présent marché, les clauses nécessaires au respect des prescriptions des articles D.8254-2 à 5 du Code du Travail.

La monnaie de compte du marché est l'euro. Le prix, libellé en euros, reste inchangé en cas de variation de change.

Si le titulaire entend recourir aux services d'un sous-traitant étranger, la demande de sous-traitance doit comprendre, outre les pièces prévues à l'article R.2193-1 du CCP, une déclaration du sous-traitant, comportant son identité et son adresse ainsi rédigée :

"J'accepte que le droit français soit le seul applicable et les tribunaux français seuls compétents pour l'exécution en sous-traitance du marché N°..... du ..... ayant pour objet .....

Mes demandes de paiement seront libellées en euros et soumises aux modalités de l'article 3-4 du présent CCATP.

Leur prix restera inchangé en cas de variation de change. Les correspondances relatives au marché sont rédigées en français."

En application de l'article L1262-4-1 du code du travail, lorsque le titulaire ou le sous-traitant procède à un détachement de travailleurs, il fournit à l'acheteur une copie de la déclaration de détachement effectuée auprès de l'inspection du travail.

#### 1-8.2.2. Lutte contre les prestations de services internationales illégales

##### a/ Désignation d'un représentant du titulaire

Le titulaire établi hors de France qui détache des salariés pour l'exécution du présent marché public doit conformément aux articles L.1262-1-1 et R.1263-2-2 du code du travail désigner sur le territoire français un représentant, unique interlocuteur de l'inspection du travail pendant toute la durée du détachement.

##### b/ Documents à produire

Avant chaque détachement, le représentant désigné par le titulaire doit transmettre à l'acheteur les documents suivants :

- Une copie de la déclaration de détachement transmise à l'unité départementale mentionnée à l'article R.1263-4-1, conformément aux dispositions de l'article R.1263-6-1 du code du travail, concernant :
  - les salariés détachés par ses soins,
  - les salariés détachés par les soins de ses sous-traitants quel que soit leur rang dans la chaîne de sous-traitance,
  - ainsi que les salariés détachés par toute entreprise de travail temporaire située hors de France sollicitée dans le cadre de l'exécution du présent marché par le titulaire ou ses sous-traitants quel que soit leur rang.
- Une copie du document désignant le représentant susmentionné.

Le représentant du titulaire doit veiller au respect de ces obligations. Faute pour le titulaire de se conformer à ces obligations, l'acheteur, après mise en demeure préalable de se mettre en conformité avec la réglementation du travail dans un délai de huit jours, résilie le marché aux torts du titulaire dans les conditions définies à l'article 32.3 du CCAG.

### **1-8.3.** Assurances

Les titulaires et leurs sous-traitants éventuels doivent être garantis par une police destinée à couvrir leur responsabilité civile en cas de préjudices causés à des tiers, y compris l'acheteur public, à la suite de tout dommage corporel, matériel et immatériel consécutif ou non, du fait de l'opération avant ou après son exécution.

Leurs polices doivent apporter les minimums de garantie suivants :

- dommages corporels : 4 500 000 € par sinistre ;
- dommages matériels et immatériels : 750 000 € par sinistre et par année.

Pour justifier l'ensemble de ces garanties et par dérogation à l'article 9-2 du CCAG, les titulaires doivent fournir une attestation avant la notification du marché, émanant de leur compagnie d'assurance, ainsi que les attestations de leurs sous-traitants répondant aux mêmes conditions de garantie. Ils doivent adresser ces attestations à l'acheteur dans le mois qui suit la date d'expiration de la garantie antérieure, pendant toute la durée de leur mission. Sur simple demande de l'acheteur, les titulaires doivent justifier à tout moment du paiement de leurs primes ainsi que de celles de leurs sous-traitants.

### **1-8.4.** Désignation de sous-traitants en cours de marché

Les demandes d'acceptation des sous-traitants et d'agrément des conditions de paiement sont formulées dans le projet d'acte spécial.

Le titulaire doit joindre, en sus des renseignements exigés par l'article R.2193-1 du CCP, l'attestation d'assurance de responsabilité civile professionnelle visée à l'article 1-8.3. ci-dessus.

### **1-8.5.** Réalisation de prestations similaires

Le maître d'ouvrage se réserve la possibilité de confier au titulaire la réalisation de prestations similaires à celles du présent marché, après passation d'un ou de plusieurs marchés négociés en application de l'article R.2122-7 du CCP.

### **1-8.6.** Clauses sociales et environnementales

#### **1-8.6.1. Clauses sociales**

Sans objet.

#### **1-8.6.2. Clauses environnementales**

Dans le cadre de la circulaire n° 6425-SG du 21 novembre 2023 relative à l'engagement pour la transformation écologique de l'État, les acheteurs de l'État mobilisent une condition d'exécution relative à l'article L.229-25 du code de l'environnement afin de vérifier le respect, par les titulaires qui y sont soumis\*, de leur obligation d'établir et de publier leur bilan d'émissions de gaz à effet de serre (BEGES) et le plan de transition pour réduire leurs émissions de gaz à effet de serre (GES) présentant les objectifs, moyens et actions envisagés à cette fin et, le cas échéant, les actions mises en œuvre lors du précédent bilan. Il n'est pas attendu de l'acheteur qu'il analyse et vérifie le contenu du BEGES et de son plan de transition associé.

Ainsi, le titulaire soumis à l'article L.229-25 du code de l'environnement communique à l'acheteur son BEGES et le plan de transition associé.

Si tout ou partie de ces documents n'ont pas été transmis au stade de la candidature, alors le titulaire les transmet dans un délai maximum de six (6) mois après la date de notification du marché.

Également, si le BEGES communiqué au stade de la candidature ou après la notification du marché arrive à échéance durant l'exécution de ce dernier, un nouveau BEGES (et son plan de

transition associé) est transmis par le titulaire à l'acheteur, au plus tard six (6) mois après la date d'expiration du BEGES initial.

La communication du BEGES doit être effectuée en utilisant le site internet de l'ADEME (<https://bilans-ges.ademe.fr/>), conformément à l'article L.229-25 du code de l'environnement et à l'arrêté du 25 janvier 2016 relatif à la plate-forme informatique pour la transmission des bilans d'émission de gaz à effet de serre.

Les plans de transition sont communiqués sur cette même page. Toutefois, le titulaire soumis aux obligations de déclaration extra-financière peut communiquer son plan via son rapport de performance extra-financière prévue à l'article L.225-102-1 du code de commerce ; il indique à l'acheteur le lien internet lui permettant d'accéder à ce document.

*\*Les personnes morales de droit privé employant plus de cinq cents personnes et, dans les régions et départements d'outre-mer, les personnes morales de droit privé employant plus de deux cent cinquante personnes.*

## **1-9. Ordres de service**

L'ordre de service est la décision de l'acheteur qui précise les modalités d'exécution des prestations prévues par le marché.

Les ordres de service sont notifiés par le représentant de l'acheteur, désigné lors de la notification du marché, au titulaire dans les conditions de l'article 3.8 du CCAG.

## **ARTICLE 2. PIÈCES CONSTITUTIVES DU MARCHÉ**

Les pièces constitutives du marché sont les suivantes par ordre de priorité :

- L'acte d'engagement et ses annexes éventuelles, dont l'exemplaire original conservé dans les archives de l'acheteur fait seul foi (daté et signé par les représentants habilités des parties) ;
- Le présent Cahier des Clauses Administratives et Techniques Particulières (CCATP) et ses annexes éventuelles, dont l'exemplaire original conservé dans les archives de l'acheteur fait seul foi ;
- Le Cahier des Clauses Administratives Générales applicables aux marchés publics de fournitures courantes et de services (CCAG) approuvé par l'arrêté du 1er avril 2021 (NOR : ECOM2106868A) ;
- Le PGC SPS sur les districts de Saintes, d'Angoulême, de Gironde et d'Oloron ;
- L'offre technique du titulaire ;
- Les actes spéciaux de sous-traitance et leurs éventuels actes modificatifs, postérieurs à la notification du marché ;
- Le bordereau des prix et le détail estimatif ;
- Les règles de sécurité lors des travaux sur les routes de la DIR Atlantique ;
- La décomposition de l'ensemble des prix forfaitaires ;
- Le sous-détail de l'ensemble des prix unitaires.

## **ARTICLE 3. PRIX - VARIATION DANS LES PRIX - RÈGLEMENT DES COMPTES**

### **3-1. Tranche(s) optionnelle(s)**

Sans objet.

### **3-2. Contenu des prix - Règlement des comptes**

#### **3-2.1. Contenu des prix**

En complément à l'article 10.1.3 du CCAG, les prix sont réputés comprendre :

- les dépenses liées aux mesures particulières concernant la Sécurité et la Protection de la Santé (SPS), de la notification du marché à la fin du délai de garantie de parfait achèvement. Ceci concerne tout particulièrement les opérations de visite des ouvrages sur site ;
- la conformité des sites de travail et des conditions d'accès aux ouvrages ;
- l'établissement du Plan d'Assurance de la Qualité ;
- toutes les dépenses liées aux interventions et aux sujétions résultant de l'exploitation du domaine public ou privé (matériels, sécurité) mais également de la présence et la préservation de réseaux ;
- les dépenses liées aux réunions avec le RMO ;
- les dépenses liées à la coexistence éventuelle de travaux, extérieurs au présent marché ;
- les dépenses liées aux sujétions d'exécution particulières imposées par les services de la DIRA ou par d'autres gestionnaires ;
- les dépenses liées aux contrôles intérieurs, extérieurs et aux points d'arrêt pour les contrôles du RMO ;
- les dépenses supplémentaires du fait du titulaire.

Les conditions atmosphériques et les inondations lorsqu'elles rendent dangereux ou impossible l'accomplissement du travail eu égard soit à la santé ou à la sécurité des salariés, soit à la nature ou la technique du travail à accomplir » seront considérées comme des intempéries, et le travail ne peut être exécuté. Il s'agit des conditions suivantes:

- température  $< 0^{\circ}\text{C}$  au moment de l'exécution de la prestation ;
- ou
- vent extrême supérieur à :
    - 10 m/s ou 36 km/h lors de l'utilisation d'une passerelle négative ;
    - 12 m/s ou 43 km/h lors de l'utilisation d'une nacelle positive ;
    - 60 km/h sans moyen d'accès motorisé.
- ou
- précipitations de plus de 10 mm/jour ;
- ou
- brouillard interdisant la pose du balisage par le pouvoir adjudicateur, conformément à l'arrêté du 6 novembre 1992 relatif à l'Instruction Interministérielle sur la Signalisation Routière :
    - Visibilité inférieure à 400 m lorsque la vitesse est limitée à 130 km/h ;
    - Visibilité inférieure à 300 m lorsque la vitesse est limitée à 110 km/h ;
    - Visibilité inférieure à 200 m lorsque la vitesse est limitée à 90 km/h ou à 70 km/h.

Le titulaire devra s'enquérir auprès d'un service de prévision météo reconnu, comme Météo France, soixante-douze heures (72) avant une intervention sur le terrain, des conditions météorologiques prévisibles. Si elles caractérisent une intempérie, le titulaire devra informer le service OA au plus tard avant 15h00 l'avant-veille. Le titulaire devra décommander les éventuels moyens d'accès dont il a la charge (nacelle positive ou négative), sans que cela puisse donner lieu à indemnisation.

Ces seuils constituent des intempéries qui suspendent l'exécution du marché. Il incombe au titulaire de fournir pour chaque ouvrage, les données de la station météo du poste météorologique le plus proche de l'ouvrage à inspecter, dont les relevés feront foi. La durée d'exécution de la prestation relative à un ouvrage sera prolongée. Les prestations faites dans les conditions météorologiques justifiant d'une intempérie ne seront pas acceptées par le RMO.

**3-2.2.** Les prestations faisant l'objet du marché sont réglées par application des prix unitaires et/ou forfaitaires dont le libellé est donné dans la liste des prix.

**3-2.3.** Modalités du règlement des comptes du marché

Le titulaire n'accepte pas la carte d'achat.

Les modalités de règlement du marché sont conformes aux articles 11 et 12 du CCAG. La périodicité des règlements sera mensuelle.

**3-2.4.** Modalités de transmission et de paiement

3-2-4-1 Modalités de transmission des pièces de paiement

Le terme « facture » désigne dans le présent marché « le projet de décompte »"

Les factures sont transmises par voie dématérialisée.

Conformément aux articles L.2192-1 à L.2192-7 du CCP, l'obligation de transmettre les projets de décompte sous forme électronique s'impose à tous les titulaires de marchés conclus avec l'État.

La transmission des factures sous forme dématérialisée s'effectue après inscription sur le portail « Chorus Pro » depuis le lien suivant : <https://chorus-pro.gouv.fr>

Les modalités d'utilisation du portail « Chorus Pro » sont disponibles en cliquant sur le lien suivant : <https://communaute-chorus-pro.gouv.fr/>

Les factures dématérialisées adressées devront comporter, les mentions prévues à l'article D.2192-2 du CCP ainsi que :

- le numéro de marché ;
- le numéro de SIRET du maître d'œuvre ;
- le code du service exécutant de la dépense qui sera transmis par le service ordonnateur suite à la notification du marché ;
- le numéro d'engagement juridique (EJ) du bon de commande qui sera transmis par le service ordonnateur suite à la notification du marché.

3-2-4.2 Modalités de paiement

Le délai global de paiement est fixé à 30 jours.

Le défaut de paiement dans ce délai fait courir de plein droit, et sans autre formalité, des intérêts moratoires et l'indemnité forfaitaire pour frais de recouvrement prévus aux articles L.2192-12 à L.2192-14 et R.2192-31 à R.2192-34 et R.2192-36 du CCP, au bénéfice du titulaire et des sous-traitants payés directement. Le taux des intérêts moratoires est égal au taux d'intérêt appliqué par la Banque centrale européenne à ses opérations principales de refinancement les plus récentes, en

vigueur au premier jour du semestre de l'année civile au cours duquel les intérêts moratoires ont commencé à courir, majoré de huit points de pourcentage.

Le montant de l'indemnité forfaitaire pour frais de recouvrement est fixé à 40 euros.

### **3-3. Variation dans les prix**

Les répercussions sur les prix du marché des variations des éléments constitutifs du coût des prestations sont réputées réglées par les stipulations ci-après :

La variation des prix ne s'applique pas aux indemnités, pénalités, retenues et par dérogation à l'article 15.3 du CCAG aux primes.

#### **3-3.1.** Les prix sont révisibles par application d'une formule représentative de l'évolution du coût des prestations et suivant les modalités fixées aux articles 3-3.3 et 3-3.4.

#### **3-3.2.** Mois d'établissement des prix du marché

Les prix du présent marché sont établis sur la base des conditions économiques du mois fixé en page 1 de l'acte d'engagement. Ce mois est réputé correspondre à celui de la date à laquelle le candidat a fixé son prix remis dans son offre finale.

Ce mois est appelé « mois zéro » ( $m_0$ ).

#### **3-3.3.** Choix de l'index de référence

L'index de référence **I** choisi en raison de sa structure pour la révision des prestations faisant l'objet du marché est :

ING : Ingénierie

Il est publié sur le site de l'INSEE.

#### **3-3.4.** Modalités de révision des prix

Le coefficient de révision  $C_n$  est donné par la formule :

$$C_n = I_n / I_0$$

avec :  $I_0$  = Valeur de l'index de référence **I** prise au mois d'établissement des prix ;

$I_n$  = Valeur de l'index de référence **I** prise au mois de réalisation des prestations.

La périodicité de la révision suit la périodicité de l'acompte.

En application des articles R.2191-27 à R.2191-29 du CCP, la valeur finale des références utilisées pour l'application de cette clause est appréciée au plus tard à la date de réalisation contractuelle des prestations ou à la date de réalisation réelle si celle-ci est antérieure.

Lorsqu'une révision a été effectuée provisoirement en utilisant un index antérieur à celui qui doit être appliqué, il n'est procédé à aucune autre révision avant la révision définitive, laquelle intervient sur le premier règlement suivant la parution de l'index correspondant.

#### **3-3.5.** Application de la taxe à la valeur ajoutée

Sauf dispositions contraires, tous les montants figurant dans le présent marché, sont exprimés hors TVA.

Les pénalités de retard sont considérées comme des indemnités ayant pour objet de réparer un préjudice subi par l'acheteur du fait du retard pris par le titulaire dans l'exécution de ses obligations contractuelles, elles sont donc situées hors du champ d'application de la TVA.

Le montant des sommes dues est calculé en appliquant les taux de TVA en vigueur à la date du fait générateur de la TVA.

Dans le cadre de la liquidation de la TVA :

- le titulaire étranger implanté dans un état de l'Union Européenne n'ayant pas d'établissement en France, doit faire apparaître sur ses demandes de règlement, que la TVA est due par l'acheteur et mentionner les dispositions du Code général des impôts (article 283-1) justifiant que la taxe n'est pas collectée par le titulaire (autoliquidation) ;
- le titulaire étranger implanté hors Union Européenne devra désigner un représentant chargé d'acquitter la TVA dans les conditions de l'article 289A du Code Général des Impôts.

Ces dispositions s'appliquent aussi au titulaire à l'égard de ses sous-traitants étrangers payés directement par l'acheteur. L'acheteur règle le sous-traitant étranger sur la base d'une facture hors taxe et la TVA afférente au titulaire.

### **3-4. Paiement direct des sous-traitants**

Le paiement direct des sous-traitants est effectué selon les modalités des articles R.2193-10 à R.2193-16 du CCP complétées par les stipulations suivantes :

- dès lors que le montant total des sommes à payer à un sous-traitant, ramené aux conditions du mois d'établissement des prix du présent marché, est inférieur au montant sous-traité stipulé dans le marché, l'avenant ou l'acte spécial, le titulaire est tenu de fournir à l'acheteur une attestation par laquelle le sous-traitant reconnaît que les prestations qu'il a réalisées dans le cadre du marché sont payées en totalité ;
- faute de fournir cette attestation, le titulaire ne pourra pas être payé si le montant total des paiements effectués à son profit, ramené aux conditions d'établissement des prix du présent marché, empiète sur le montant sous-traité.

## **ARTICLE 4. DURÉE DU MARCHÉ ET DÉLAI D'EXÉCUTION - PÉNALITÉS, PRIMES ET RETENUES**

Par dérogation à l'article 14.1.3 du CCAG, le titulaire n'est exonéré d'aucune pénalité.

### **4-1. Durée du marché et délais d'exécution**

Les stipulations correspondantes figurent dans l'acte d'engagement.

### **4-2. Pénalités pour retard d'exécution**

Plafond des pénalités pour retard d'exécution : par dérogation à l'article 14.1.2 du CCAG, les pénalités de retard ne sont pas plafonnées.

Les pénalités pour retard d'exécution sont encourues suite à procédure contradictoire conformément à l'article 14.1.1 du CCAG.

#### **4-2.1. Pénalités pour retard d'exécution**

Les pénalités pour retard d'exécution sont encourues sans qu'une mise en demeure préalable ne soit nécessaire.

Par dérogation à l'article 14.1.1 du CCAG, le titulaire subit, en cas de retard d'exécution sur les délais mentionnés dans chaque bon de commande conformément à l'article 3-2 de l'Acte d'Engagement, une pénalité de 500,00 € H. T. par jour de retard. **En particulier, cette pénalité s'applique en cas de retard pris pour transmettre le rapport de l'inspection au maître d'ouvrage.**



**4-2.2.** Pénalités pour retard d'exécution des délais distincts

Sans objet.

**4-3. Pénalités et retenues autres que retard d'exécution**

Sauf disposition contraire, les pénalités et retenues définies ci-après sont applicables à tous les bons de commandes.

**4-3.1.** Pénalité pour retard d'intervention

Le titulaire subit une pénalité forfaitaire de 500,00 € H. T. pour un retard supérieur à 1 heure sur l'horaire préalablement établi dans le bon de commande et constaté par un représentant de l'acheteur.

En cas de retard d'intervention impliquant un report, le titulaire encourt une pénalité forfaitaire de 1 500,00 € H. T.

**4-3.2.** Pénalité pour dépassement de la durée d'intervention

En cas de dépassement de la durée d'intervention nécessitant des restrictions de circulation, le titulaire encourt une pénalité de 1 500 € H. T. par demi-heure constatée.

**4-3.3.** Pénalité pour indisponibilité

Sans objet.

**4-3.5.** Retenue pour non remise de documentation

Le titulaire subit, en cas de retard dans la restitution de la documentation de l'acheteur prévue à l'article 7-3.9 du présent CCATP, une pénalité de 100,00 € H.T par jour de retard.

**4-3.6.** Pénalité relative aux obligations en matière de sécurité des travailleurs

En cas de non-respect par le titulaire des prescriptions de l'article 7-6 du présent CCATP, une pénalité forfaitaire de 1 000,00 € H.T est appliquée, pour chaque manquement constaté à ces obligations par le représentant de l'acheteur.

**4-3.7.** Pénalité relative à la mise à disposition de matériels par l'acheteur

Sans objet.

**4-3.8.** Clauses sociales

Sans objet.

**4-3.9** Pénalités pour non respect des clauses de confidentialité

En cas de non-respect des obligations de confidentialité fixées à l'article 1-6.1 du CCATP, le titulaire encourt une pénalité forfaitaire de 1 000,00 € H.T.

**4-3.10** Pénalités pour non-respect de la réglementation RGPD

En cas de non-respect du devoir d'alerte défini à l'article 1-6.3 du CCATP, le titulaire encourt une pénalité forfaitaire de 1 000,00 € H.T.

**4-3.11. Autres pénalités diverses****Pénalité pour non remise en état des lieux**

Le titulaire est tenu de respecter la propreté des locaux ou emplacements de l'acheteur.

En cas de non remise en état des locaux ou emplacements de l'acheteur après exécution des prestations, le titulaire encourt une pénalité forfaitaire de 1 000,00 € H.T.

**- Non communication du BEGES**

Suite à une première demande par la personne publique, le titulaire encourt une pénalité journalière de 100 € H.T. (voir article 1-8.6.2 du CCAP).

**4-4. Primes pour réalisation anticipée des prestations**

Sans objet.

**4-5. Interventions urgentes**

Les interventions seront effectuées sur simple appel téléphonique, par messagerie du profil d'acheteur (plate-forme PLACE) ou par télécopie de l'une des personnes, habilitées à signer les commandes visées à l'article 1-4 du présent CCATP, à l'une des personnes désignées à l'article 3-2 de l'acte d'engagement et confirmé par bon(s) de commande.

Les interventions sont effectuées dans le délai maximal de 72 heures à réception de la commande.

**ARTICLE 5. CLAUSES DE FINANCEMENT ET DE SÛRETÉ****5-1. Retenue de garantie**

Sans objet.

**5-2. Avances**

Les avances sont régies par l'option A de l'article 11.1 du CCAG.

Une avance est accordée au titulaire sauf indication contraire dans l'acte d'engagement. Elle n'est due que sur la base du montant minimum du marché diminué du montant des prestations confiées à des sous-traitants et donnant lieu à paiement direct.

Son montant est fixé, sous réserve des dispositions des articles L.2191-2 et L.2191-3 et R.2191-3 à R.2191-12 du CCP, à 10 % du montant minimum initial TTC du marché si sa durée, exprimée en mois, est inférieure ou égale à 12 mois ou, si celle-ci est supérieure à 12 mois, à 10 % de 12 fois ce montant TTC divisé par cette durée.

Si le titulaire du marché ou son sous-traitant admis au paiement direct est une PME (petite et moyenne entreprise), le taux de l'avance est porté à 30 %.

Le paiement de l'avance intervient sans formalité dans le délai global de paiement fixé à l'article 3-2.4 ci-dessus compté à partir de la date d'effet de l'acte qui emporte commencement d'exécution du marché.

Le remboursement de l'avance, effectué par précompte sur les sommes dues ultérieurement au titulaire, commence lorsque le montant des prestations exécutées au titre du marché atteint 65 % du montant minimum initial TTC du marché. Il doit être terminé lorsque ce pourcentage atteint 80 %. Si le taux de l'avance appliqué est supérieur à 30 %, le remboursement de l'avance intervient dès la première demande de paiement.

L'avance n'est pas affectée par la mise en œuvre de la clause de variation des prix.

Si le marché est passé avec des titulaires groupés conjoints, les dispositions qui précèdent sont applicables à la fois aux prestations exécutées directement par le mandataire et les cotraitants. Les modalités de détermination du montant de l'avance s'appliquent alors au montant en prix de base des prestations de chaque cotraitant.

Les dispositions du présent article s'appliquent, au marché reconductible, sur le montant de la période initiale et aux marchés reconduits, sur le montant de chaque reconduction.

Conformément aux articles L.2191-2 et L.2191-3 et R.2191-3 à R.2191-12 du CCP, dès lors que le titulaire remplit les conditions pour bénéficier d'une avance, une avance est versée, sur leur demande, aux sous-traitants bénéficiaires du paiement direct. Le sous-traitant peut présenter à l'acheteur sa demande d'avance. Il joint à cette demande une attestation du titulaire, indiquant, par dérogation à l'article 11.1 du CCAG, le montant des prestations qu'il doit exécuter ainsi que leur durée d'exécution exprimée en mois.

Le droit du sous-traitant à une avance est ouvert dès la notification du marché ou de l'acte spécial par le représentant de l'acheteur. Le remboursement de cette avance s'impute sur les sommes dues au sous-traitant selon les mêmes modalités que l'avance accordée au titulaire.

## **ARTICLE 6. QUALITÉ, CONTRÔLE ET PRISE EN CHARGE DES MATÉRIAUX ET PRODUITS**

La norme française transposant la norme européenne constitue la référence technique qui doit être respectée par les produits.

Lorsqu'une spécification technique est définie par référence à une norme ou à un label, le soumissionnaire prouve dans son offre, par tout moyen approprié, que les solutions qu'il propose respectent de manière équivalente cette spécification.

Lorsqu'une spécification technique est définie en termes de performances ou d'exigences fonctionnelles, le soumissionnaire prouve, par tout moyen approprié, que son offre est conforme à des normes ou documents équivalents qui eux-mêmes correspondent aux performances ou exigences fonctionnelles exigées.

Dans le cas de normes françaises non issues de normes européennes, la conformité des produits à ces normes françaises peut être remplacée par la conformité à d'autres normes en vigueur dans d'autres états membres de l'Union européenne si elles sont reconnues comme équivalentes.

Dans le cas de référence à des marques de qualité françaises (marque NF ou autre), le titulaire du marché pourra proposer à l'acheteur des produits qui bénéficient de modes de preuves en vigueur dans d'autres états membres de l'Union européenne, qu'il estime équivalents et qui sont attestés par des organismes accrédités (par des organismes signataires des accords dits « EA » ou à défaut fournissant la preuve de leur conformité à l'EN 45011). Le titulaire du marché devra alors apporter à l'acheteur les éléments de preuve qui sont nécessaires à l'appréciation de l'équivalence.

Les deux clauses précédentes n'amoindrissent en aucune manière le fait que la norme française transposant la norme européenne constitue la référence technique qui doit être respectée par les produits.

Toute demande formulée par le titulaire et tendant à faire jouer la clause d'équivalence doit être présentée à l'acheteur avec tous les documents justificatifs, dans les 30 jours qui suivent la notification du marché.

## **ARTICLE 7. MISE EN PLACE ET EXÉCUTION DU MARCHÉ**

### **7-1. Mise en place du marché**

Le bon de commande précise la mise en œuvre d'une période de préparation si elle s'avère nécessaire.

### **7-2. Programme d'exécution**

Sur demande de l'une ou l'autre des parties, un programme d'exécution est établi en commun.

### **7-3. Conditions d'exécution**

#### **7-3.1.** Dispositif de sécurité

Le titulaire est responsable de la sécurité au cours de ses interventions sur le terrain.

#### **7-3.2.** Installation des chantiers du titulaire

Sans objet.

#### **7-3.3.** Prise en charge des matériels, objets et approvisionnements confiés au titulaire – Stockage, emballage, et transport

Sans objet.

#### **7-3.4.** Signalisation du site à l'égard de la circulation publique

La signalisation du site lors de l'inspection des ouvrages sera réalisée par les districts compétents de la Direction Interdépartementale des Routes. L'entreprise devra respecter la signalisation mise en place ainsi que les consignes éventuelles du personnel sur le site.

#### **7-3.5.** Maintien des communications

Sans objet.

#### **7-3.6.** Accès, consignes, personnel et moyens du titulaire

Le titulaire doit fournir à l'acheteur, dans sa note technique, la liste nominative du personnel. Cette liste est tenue à jour lors de tout mouvement de personnel.

Le personnel du titulaire possède les qualifications requises pour l'exécution des tâches qui leur sont confiées.

Le titulaire désigne en outre un responsable qui est l'interlocuteur habituel de l'acheteur. Tout changement de ce responsable est soumis à l'agrément préalable de l'acheteur.

Le personnel d'intervention du titulaire est soumis :

- aux dispositions générales prévues par la législation du travail ;
- au règlement intérieur de l'établissement.

L'acheteur se réserve le droit à tout moment, et sans avoir à en justifier, de demander le remplacement de tout membre du personnel du titulaire ou même de lui refuser l'accès des lieux en toute ou partie.

Il est interdit à toute personne de pénétrer dans des locaux qui n'exigent pas son intervention.

Le titulaire met en place à ses frais l'ensemble des moyens conformes à la bonne exécution de ses prestations, notamment :

- nacelles positives,
- passerelles négatives,
- embarcation nautique,
- outillage,
- équipements de manutention,
- matériels de télécommunication,
- tenues de travail,
- toutes options demandées spécifiquement au bon de commande pour la réalisation de l'IDP.

Le personnel d'intervention du titulaire est soumis aux dispositions du décret n° 92-158 du 20 février 1992 complétant le Code du Travail, articles R.4511-1 à 11, R.4512-1 à 16, R.4513-1 à 13, R.4514-1 à 10, R.4515-1 et 4 à 11.

### **7-3.7.** Mise à disposition de matériels par l'acheteur

Sans objet.

### **7-3.8.** Prise en charge et restitution des installations et de la documentation

#### **A - Prise en charge des installations**

Le titulaire déclare être parfaitement informé de la constitution des locaux et de la consistance des matériels ou équipements, objet du marché.

Il déclare prendre en charge les installations sans réserve.

La mise en conformité des matériels ou équipements à la réglementation en vigueur est à la charge de l'acheteur.

#### **B - Restitution des installations**

Aucune stipulation particulière.

#### **C - Prise en charge et restitution de la documentation des installations**

Aucune stipulation particulière.

### **7-3.9.** Documentation technique

L'acheteur peut mettre à la disposition du titulaire de la documentation qui est la propriété de l'acheteur : il s'agit de renseignements sur l'ouvrage (cf. 10-5 du présent CCATP).

Un constat signé par le titulaire et le RMO est établi pour contrôler l'état des documents confiés au titulaire lors de la mise à la disposition et lors de la restitution.

L'article 18 du CCAG est applicable.

Toute la documentation pour un ouvrage d'art est restituée au RMO au plus tard en même temps que la livraison des résultats (étape détaillée à l'article 10-11 du présent CCATP) qui concernent cet ouvrage d'art.

### **7-3.10.** Revendications des tiers

Sans objet.

## **7-4. Conditions d'intervention**

Les interventions s'effectuent pendant les plages horaires définies ci-après et appelées « période d'intervention ».

Chaque période d'intervention constitue une unité de temps ouvrant droit à rémunération selon les précisions décrites dans le Bordereau des Prix (BP).

Une période d'intervention dite de « jour » se déroulera dans l'intervalle de temps qui débute à 6h00 et se termine à 21h00 sur le lieu d'intervention, les lundis, les mardis, les mercredis, les jeudis, et les vendredis.

Une période d'intervention dite de « nuit » se déroulera dans l'intervalle de temps qui débute à 21h00 et se termine à 6h00 sur le lieu d'intervention, les nuits du lundi au mardi, du mardi au mercredi, du mercredi au jeudi, du jeudi au vendredi.

Les périodes d'interventions seront à adapter à chaque intervention en fonction des contraintes d'exploitation.

Les journées du samedi, du dimanche, les jours fériés, et les nuits entourant les samedis, les dimanches, et les jours fériés sont des périodes dites « de nuit ».

## **7-5. Formation**

Sans objet.

## **7-6. Prescriptions particulières d'hygiène et de sécurité**

Le titulaire devra effectuer une visite préalable avec le coordonnateur SPS et rédiger un PPSPS avant son intervention sur chaque District.

Les dispositions des articles R.4511-1 à 11, R.4512-1 à 16, R.4513-1 à 13, R.4514-1 à 10, R.4515-1 et 4 à 11 du Code du Travail n'ont pas pour effet d'affecter les règles relatives aux responsabilités respectives des chefs d'entreprises à l'égard de leur propre personnel.

### **7-6.1. Dispositif de sécurité**

Le titulaire qui, pour son intervention, a besoin de déplacer un dispositif de sécurité collectif, devra au préalable demander l'accord du gestionnaire du dispositif concerné.

Les dispositifs de sécurité mis en place par le titulaire pour son intervention personnelle (échafaudage de façade, filet de protection, etc.) ne peuvent être déplacés ou modifiés que par celui-ci.

### **7-6.2. Port des équipements de protection individuelle**

Le titulaire est tenu au respect des règles concernant le port d'équipements de protection individuelle, conformément aux indications du présent CCATP.

### **7-6.3. Balisage, signalisation des sites d'intervention, et fermeture des voies**

#### **Balisage, signalisation des sites d'intervention, et fermeture des voies du Réseau Routier National**

Dans le cas où l'intervention a lieu sur le Réseau Routier National, le balisage, la signalisation des sites d'intervention et la fermeture des voies sont réalisés par les agents des centres d'exploitation et d'intervention (CEI).

Le titulaire se charge de contacter les gestionnaires des voies à partir desquelles il intervient. Il sera le cas échéant aidé par le Responsable Ouvrages d'Art de l'UOA, ou par le référent IDP OA.

#### **Balisage, signalisation des sites d'intervention, et fermeture des voies du Réseau Routier Secondaire**

Pour les ouvrages nécessitant l'utilisation de signalisation temporaire sur les voies hors réseau de la DIRA, le balisage, la signalisation et la fermeture des voies sont réalisés par le titulaire.

Le titulaire se charge d'obtenir les autorisations administratives relatives à ces restrictions nécessaires de la circulation et se conforme à leurs stipulations.

**7-6.4.** Dispositions à prendre pour les interventions

Il est rappelé qu'en application des articles R.4512-15 et 16 du Code du Travail, le titulaire doit, avant le début d'une intervention et sur le lieu même de l'intervention, faire connaître à l'ensemble des salariés affectés à ces prestations, les dangers spécifiques auxquels ils sont exposés et les mesures prises pour les prévenir.

Le titulaire soumet à l'agrément du RMO toutes les dispositions qu'il compte utiliser.

Le titulaire et le RMO mettent en œuvre les mesures prévues par le plan de prévention.

Le titulaire informe le RMO de l'intervention de nouveaux salariés sur le site. Il est tenu de procéder à l'information de ces nouveaux salariés.

**ARTICLE 8. CONTRÔLES, ADMISSIONS ET GARANTIES****8-1. Surveillance en usine, vérifications et essais****8-1.1.** Surveillance en usine

Sans objet.

**8-1.2.** Vérifications quantitatives

Conformément au 28.2 du CCAG, le RMO dispose de 15 jours pour procéder aux vérifications des livrables de l'article 10 du présent CCATP.

**8-1.3.** Vérifications qualitatives

Conformément au 28.2 du CCAG, le RMO dispose de 15 jours pour procéder aux vérifications des livrables de l'article 10 du présent CCATP.

**8-1.4.** Essais

Sans objet.

**8-2. Admission**

L'admission des prestations correspond à la réception des livrables de l'article 10.11 du présent CCATP.

En complément des stipulations de l'article 30.1 du CCAG, l'admission des prestations est prononcée dans les conditions suivantes :

Lorsqu'il a reçu le rapport de visite de l'ouvrage et s'il est satisfait du contenu, le référent Inspection Périodique détaillée de l'UOA établit un « constat de prestation / service fait », qui vaut admission des prestations, conjointement avec le prestataire du marché. Au préalable à la signature et à la transmission de cette pièce, il peut y avoir des échanges entre le titulaire du marché et le référent Inspection Périodique détaillée de l'UOA si ce dernier souhaite obtenir des compléments d'informations concernant l'inspection.

**8-3. Garantie(s)****8-3.1.** Garantie des prestations

Les conditions de garantie des prestations sont complétées par les dispositions suivantes :

Le titulaire du marché s'assurera du bon état des matériels loués comme indiqué à l'article 12 du Cahier des Clauses Administratives et Techniques Particulières. Le délai dont dispose le titulaire pour effectuer une mise au point ou une réparation qui lui est demandée, est fixé par décision de l'acheteur après l'avoir consulté.

### **8-3.2.** Garantie de suivi de la documentation

Sans objet.

### **8-3.3.** Garanties particulières

Sans objet.

## **ARTICLE 9. RÉSILIATION**

Dans l'hypothèse où le titulaire disparaîtrait par fusion, fusion-absorption ou absorption, il est précisé que la mise au point de l'avenant de transfert est subordonnée à la réception immédiate par le représentant de l'acheteur des éléments énumérés à l'article 3.4.2 du CCAG complétés par l'acte portant la décision de fusion, fusion-absorption ou absorption et la justification de son enregistrement légal.

À défaut, l'acheteur se réserve le droit de résilier le marché en application de l'article 41.1 h) du CCAG.

Outre les cas et les conditions de résiliation du marché définis à l'article 41 du CCAG, l'inexactitude des documents et renseignements mentionnés aux articles R.2143-6 à R.2143-10 du CCP peut entraîner, sans mise en demeure préalable par dérogation à l'article 41.2 du CCAG, la résiliation du marché par décision de l'acheteur signataire du marché aux frais et risques du déclarant.

Lorsque le titulaire est, au cours de l'exécution du marché, placé dans l'une des situations mentionnées aux articles L.2141-1 à L.2141-11 du CCP ayant pour effet de l'exclure d'un marché, l'acheteur peut résilier le marché pour ce motif ainsi que conformément aux articles L.2195-1 à L.2195-6 du CCP.

Si le titulaire ne déclare pas sans délai sa mise en redressement judiciaire conformément à l'article L.2195-4 du CCP, l'acheteur peut résilier le marché dans les conditions de l'article 39.2 du CCAG.

Après mise en demeure restée sans effet dans un délai de deux mois et en application de l'article L.8222-6 du Code du travail l'acheteur se réserve la possibilité de résilier le marché en cas de non-respect des articles L.8221-3 à L.8221-6 sur le travail dissimulé.

## **ARTICLE 10. CLAUSES TECHNIQUES**

Les stipulations du paragraphe « Clauses techniques » concernent la réalisation d'ordre général d'inspection d'ouvrage sur le réseau géré par la DIR Atlantique.

Chaque mission comprend :

- ✗ la reconnaissance de l'ouvrage,
- ✗ la préparation de l'intervention ,
- ✗ l'intervention,
- ✗ la rédaction d'un rapport ,
- ✗ la restitution orale,



- ✕ la diffusion de livrables sous format informatique.

Les contrôles et vérifications définis dans le présent CCATP, seront établis à partir des textes et instructions de références suivants :

- l'instruction technique du Ministère des Transports pour la surveillance et l'entretien des ouvrages d'art de 2010 rendue exécutable par la circulaire du 16 février 2011 relative à la publication de la nouvelle instruction technique pour la surveillance et l'entretien des ouvrages d'art,
- l'ensemble des fascicules constituant la deuxième partie de l'instruction technique pour la surveillance et l'entretien des ouvrages d'art,
- le manuel du chef de chantier - Signalisation temporaire - Volumes 1, 2, 3 et 4,
- l'instruction interministérielle sur la signalisation routière (signalisation temporaire).

Les textes en vigueur relatifs à la sécurité et à la protection de la santé des travailleurs seront mis en application (loi du 13 décembre 1993).

Lors d'une IDP d'un ouvrage franchissant un cours d'eau, une signalisation spécifique pourra être mise en place en amont et en aval. Une demande d'autorisation d'intervention sera déposée auprès du service de la navigation concerné.

### **10-1. Localisation des travaux et consistance de la mission**

Les ouvrages concernés par le présent marché sont situés sur le réseau routier national non concédé géré par la DIR Atlantique. Le lieu d'exécution de chaque prestation est spécifié sur le bon de commande.

Chaque mission consiste en la réalisation d'une inspection détaillée périodique ou initiale complète ou partielle. Les prestations ne comprennent pas *la réalisation des visites subaquatiques*.

Chaque inspection détaillée a pour but de constituer un bilan de santé de l'ouvrage. Elle permet également de définir un état de référence auquel les visites et inspections ultérieures devront se référer. Elle doit préconiser les travaux d'entretien courant et spécialisé à réaliser sur l'ouvrage, et fournir des éléments pour établir le cas échéant un pré-diagnostic et définir par la suite le cahier des charges des réparations qu'il conviendra de mettre en œuvre par la suite. Elle permet également de définir le régime et les modalités de la surveillance à exercer ultérieurement (surveillance renforcée, haute surveillance, rythme des visites, instrumentation...).

À la demande du maître d'ouvrage, qui le précisera dans le bon de commande, le titulaire fournira en annexe du rapport de l'inspection d'un ouvrage, une estimation détaillée des travaux envisagés à court, moyen et long terme.

Les prestations comprennent :

- ✕ la visite de préparation de l'ouvrage, comme détaillé à l'article 10.4 du présent CCATP,
- ✕ la visite d'Inspection Détaillée effectuée conformément à l'instruction technique du Ministère des Transports de 2010 ainsi qu'aux divers fascicules composant la deuxième partie de ladite instruction, la visite porte sur toutes les parties de l'ouvrage, comme détaillé à l'article 10.6 du présent CCATP,
- ✕ la mise en place d'une signalisation temporaire adaptée,
- ✕ la production d'un rapport de synthèse d'Inspection Détaillée pour chaque ouvrage en un exemplaire numérique dont le cadre est précisé à l'article 11.7.

### **10-2. Conditions d'accès à l'ouvrage**

Les conditions d'accès à l'ouvrage seront spécifiées sur chaque bon de commande. Elles pourront être définies à l'occasion de la visite de reconnaissance.

## **10-3. Préparation de la prestation**

### **10-3.1** Composition de l'équipe d'inspection

L'Inspection Détaillée de l'ouvrage doit être réalisée, in-situ, par au minimum deux personnes. En aucun cas, cette opération ne peut être menée par une personne seule.

L'ensemble de l'équipe d'inspection est constituée par :

- une équipe de constatations ayant des références en structure métallique, béton armé, béton précontraint ou en inspection d'ouvrage d'art et dirigée par une personne ayant au moins 5 ans d'expérience d'inspection détaillée ;
- une personne qualifiée du niveau ingénieur ayant obligatoirement reçu une formation spécialisée en ouvrages d'art et en pathologie et justifiant d'au moins 10 ans d'expérience pour le pilotage et l'exploitation des inspections.

Si les intervenants devaient être différents de ceux proposés à l'appui de l'offre (dans le cadre de la procédure de mise en concurrence et d'attribution de la mission), l'entreprise titulaire fournit le curriculum vitae de tous les intervenants effectifs, qui seront soumis à l'approbation du représentant de l'acheteur.

Le référent Inspection Détaillée Périodique de l'UOA est chargé de suivre les prestations objet du marché. Il est l'interlocuteur privilégié du titulaire et lui indiquera les interlocuteurs habilités à donner des instructions relatives aux conditions d'exploitation.

Le titulaire devra désigner à la notification du marché le responsable d'affaire chargé de suivre le présent marché.

Que l'inspection puisse être effectuée sans le recours à une neutralisation de chaussée (balisage ou fermeture) ou qu'elle nécessite la mise en place d'une neutralisation de chaussée (balisage ou fermeture), les dates d'intervention devront être concertées avec les services en charge de l'exploitation. Ces dates pourront être modifiées en fonction des contraintes d'exploitation.

Dès que possible, en début d'année, la DIRA établira, et transmettra par mail au titulaire, la liste des structures à visiter et les conditions générales d'exploitation associées. Le titulaire disposera alors d'un délai de 15 jours pour établir un planning prévisionnel d'inspections et le soumettre à l'accord de la DIRA. Pour s'assurer de la cohérence de ce planning, le titulaire devra prendre contact avec le responsable de l'exploitation de chaque itinéraire concerné.

L'organisation et le pilotage de la mission, y compris la rédaction, la gestion, le suivi et l'obtention des demandes de neutralisation (balisage, fermeture, signalisation pour le réseau secondaire et les voies navigables...) sont à la charge du titulaire. Le balisage du réseau DIRA sera assuré en régie par le CEI concerné sous couvert du District (Saintes, Angoulême, Gironde ou Oloron).

### **10-3.2** Liste des équipements minimum pour une inspection

Pour la réalisation de chaque inspection, le titulaire aura notamment à sa charge les moyens mentionnés ci-dessous :

#### **Matériel de relevé des défauts**

- ✕ Supports de visite,
- ✕ crayons, stylos,
- ✕ support rigide avec protection,
- ✕ appareil photographique avec flash et zoom,
- ✕ matériel de contrôle par ressuage,
- ✕ matériel de contrôle par magnéto-scopie.

**Matériel d'accès et de visite**

- x une échelle légère de 5 m (pliante),
- x une embarcation rigide et motorisée (si nécessaire),
- x craies grasses, marqueurs indélébiles,
- x décamètre,
- x perche télescopique,
- x double mètre rigide,
- x niveau de maçon de 1 m,
- x fil à plomb,
- x marteau de géologue, marteau ordinaire, maillet,
- x fissuromètre en plexiglas, pied à coulisse,
- x loupe,
- x lampe ou projecteur portatif,
- x jumelles ou longue-vue,
- x sachets plastiques pour échantillons,
- x véhicules d'intervention équipés pour intervenir sur routes en exploitation,
- x moyens de nettoyage des structures pour effectuer les contrôles,
- x moyens de dégagement des liaisons platine-massif (végétation et gravats),
- x moyens de levage (nacelle positive, passerelle négative...).

**Équipements de protection individuelle**

- x casque,
- x bottes et chaussures de sécurité,
- x gants,
- x baudrier,
- x vêtements de pluie, vêtements chauds,
- x cuissardes, gilets de sauvetage en milieu aquatique,
- x cordes et harnais.

**10-3.3. Plan d'Assurance Qualité**

Le maître d'ouvrage demande au titulaire de fournir un Plan d'Assurance Qualité (PAQ) 15 jours après la notification du marché. Ce document doit contenir :

- x un document d'organisation générale qui permet au maître d'ouvrage de confirmer que la compétence requise des intervenants et les modalités du contrôle interne annoncées par le prestataire à l'appui de son offre, sont bien celles dont le déploiement est envisagé,
- x des fiches de procédures d'exécution correspondant à chaque phase de l'intervention, par exemple : déroulement de l'inspection, rédaction du Procès Verbal (PV) et de la note de synthèse traitant de l'interface entre les constatations sur le terrain et leur mise en forme et interprétation, rédaction de l'estimation de travaux à venir.

**10-3.4. Les sujétions liées à l'hygiène et la sécurité**

Ces sujétions font l'objet d'un chapitre spécifique dans le PAQ. Le titulaire doit se référer aux dispositions légales en vigueur sur les chantiers routiers et aux pratiques particulières à la DIR Atlantique : inspection commune avec le coordonnateur SPS de chaque district et fourniture d'un PPSPS adapté à chaque intervention dans tous les districts.

## **10-4. Reconnaissance des ouvrages**

Le titulaire doit effectuer, avec le représentant de l'exploitation, une visite de reconnaissance de chaque ouvrage. Pour ce qui est des conditions liées à la sécurité au cours de cette reconnaissance, l'entreprise doit contacter les CEI pour prendre connaissance des dispositions à respecter sur chacun des ouvrages.

Le titulaire aura également à sa charge, l'organisation par District d'une réunion de programmation de l'ensemble des inspections.

Elle aura notamment pour objet de :

- ✗ planifier l'ensemble des inspections dans chaque District et confirmer si la visite doit s'effectuer de jour ou de nuit ainsi que les modalités d'intervention (balisage...) pour chacune d'elles,
- ✗ prendre connaissance des itinéraires d'accès aux structures, conseillés par les districts, et des fermetures éventuelles des culées et caissons, dont la clé se trouve généralement en CEI,
- ✗ préciser au CEI les travaux préparatoires (élagage d'arbres pouvant entraver l'évolution des moyens d'accès, nettoyage des accès...) dont il estime la réalisation indispensable avant sa propre intervention,
- ✗ confirmer la nature des moyens d'accès spécifiques à l'ouvrage (nacelle positive, passerelle négative, bateau...), dont la location est à la charge du titulaire,
- ✗ estimer les mesures de sécurité à prévoir pour certaines visites d'OA,
- ✗ estimer la durée des prestations pour l'inspection complète de l'ouvrage, les conditions d'intervention (jour/nuit), le coût du balisage (s'il y a lieu).

La DIRA définira les modalités en termes de signalisation temporaire. Celle-ci sera à sa charge (voies neutralisées, fermetures d'autoroute, alternat) sur les chaussées gérées par le district.

Pour les ouvrages nécessitant l'utilisation de signalisation temporaire sur les voiries hors réseau de la DIR Atlantique, le titulaire obtiendra les autorisations administratives relatives à ces restrictions nécessaires de la circulation. Cette signalisation temporaire sera à la charge du prestataire.

Les ouvrages pouvant également être à proximité de voies navigables, le titulaire obtiendra les autorisations nécessaires auprès des gestionnaires concernés (Service Navigation, batellerie...) et prévoira les moyens, matériels et signalisations adéquats conformément à leur exigence pour l'intervention.

## **10-5. Préparation de l'intervention**

Durant cette phase, le titulaire doit :

- ✗ prendre connaissance du type d'ouvrage,
- ✗ prendre connaissance des derniers événements de la vie de l'ouvrage, en particulier depuis la dernière action de surveillance. Afin de faciliter cette étude préalable à l'inspection détaillée, la DIRA pourra mettre à disposition du titulaire, pour consultation sur place, l'ensemble des éléments en sa possession (dossiers d'ouvrage, rapports d'inspection précédents...),
- ✗ préparer des fiches et plans d'inspection nécessaires aux reports des défauts qui seront relevés lors de l'intervention. Ces fiches et plans doivent :
  - permettre aux inspecteurs un report aisé et exhaustif des défauts constatés,
  - mentionner toutes les informations permettant le repérage et l'orientation de l'ouvrage dans son ensemble et pour chacune des pièces qui composent la structure,

- être organisés de façon à permettre le développement de tous les parements et la visualisation d'éventuels défauts par transparence. Selon les dimensions des pièces, l'échelle choisie et leur dimension, ceux-ci traiteront chaque pièce individuellement, une partie ou l'ensemble d'entre elles. La restitution des défauts se fera par grands ensembles (culées, piles, tablier...) même si les relevés ont été menés sur chaque pièce prise individuellement (ensemble des levés pour une pile, ensemble des travées ou des voussoirs pour le tablier, etc.).

Les fonds de plan dans leur version « support de visite » ne doivent pas faire figurer les éléments internes (par exemple de précontrainte), afin de ne pas « biaiser » le regard des inspecteurs. Les éléments internes viennent compléter les fonds de plans lors du report des défauts.

- ✕ programmer les moyens d'accès, la signalisation temporaire sur voiries hors et sur réseau DIR,
- ✕ définir la/les date(s) d'intervention, en tenant compte du délai nécessaire à la prise des arrêtés de circulation ou autres,
- ✕ obtenir les-dits arrêtés de circulation ou autorisation,
- ✕ établir un planning général d'intervention,
- ✕ la rédaction des documents relatifs à la qualité (notice ou PAQ - procédure d'intervention),
- ✕ la rédaction des documents relatifs à la sécurité (PPSPS - Plan de prévention).

**L'UOA s'engage à fournir au minimum , lorsqu'elle existe, la dernière Inspection Détaillée Périodique.**

**Lorsqu'aucun plan n'a été transmis au titulaire et que celui-ci doit réaliser des relevés sur site pour établir les supports de désordres, la prestation est rémunérée par le prix 5.1.**

Le dossier d'ouvrage et/ou les archives seront consultables dans les locaux de la DIRA à l'adresse suivante :

- ✕ SIEER / UOA : Cité Administrative - 2 rue Jules Ferry - 33000 BORDEAUX

Dans le cas où aucun document ne serait disponible au siège de la DIRA à Bordeaux, le titulaire sera invité à se rapprocher du CEI concerné.

*Une synthèse des informations existantes sera également prévue dans le rapport de visite.*

## **10-6. Intervention**

L'inspection détaillée constitue un bilan de santé de la structure. À ce titre, elle consiste notamment à :

- ✕ examiner visuellement et de manière rapprochée toutes les parties d'ouvrage (tablier, culées, piles, appareils d'appui, équipements...) et de compléter l'examen par des mesures simples (longueur, ouverture, aplombs, sondages au marteau...),
- ✕ reporter systématiquement les constatations,
- ✕ prendre des clichés photographiques susceptibles d'aider à la compréhension et à l'évolution des désordres,
- ✕ interpréter les désordres et donner un avis sur la structure et son évolution probable,
- ✕ établir la liste des suites à donner à cette inspection (proposition de surveillance, investigations complémentaires éventuelles, liste des travaux à réaliser en entretien courant, spécialisé et en réparation, estimation de travaux à court, moyen ou long terme...).

### ***Détail des opérations à effectuer lors d'une inspection***

Les opérations à effectuer lors d'une inspection d'ouvrage sont décrites dans l'ITSEOA 2010 « Instruction Technique pour la Surveillance et l'Entretien des Ouvrages d'Art » dans son annexe 5 intitulée « éléments d'un cahier des charges type d'une inspection détaillée périodique.

L'inspection est réalisée conformément aux fascicules (2<sup>ème</sup> partie de l'ITSEOA) suivants :

- ✗ Fasc. 01 Dossier d'ouvrage
- ✗ Fasc. 02 Généralités sur la surveillance
- ✗ Fasc. 03 Auscultations, surveillance renforcée, haute surveillance, mesures de sécurité immédiate ou de sauvegarde
- ✗ Fasc. 04 Surveillances topométriques
- ✗ Fasc. 10 Fondations en site aquatique
- ✗ Fasc. 11 Fondations en site terrestre
- ✗ Fasc. 12 Appuis
- ✗ Fasc. 13 Appareils d'appui
- ✗ Fasc. 20 Zone d'influence - Accès - Abords
- ✗ Fasc. 21 Équipements des ouvrages Complété par un guide de visite des équipements des ponts
- ✗ Fasc. 30 Ponts et viaducs en maçonnerie
- ✗ Fasc. 31 Ponts en béton non armé et en béton armé
- ✗ Fasc. 32 Ponts en béton précontraint
  - 32.1 - Ponts courants
  - 32.2 - Ponts à poutres-caissons ou à nervures et ouvrages analogues en BP
- ✗ Fasc. 33 Ponts métalliques et mixtes
- ✗ Fasc. 34 Ponts suspendus et ponts à haubans
- ✗ Fasc. 35 Ponts de secours
- ✗ Fasc. 40 Tunnels - Tranchées couvertes - Galeries de protection
- ✗ Fasc. 50 Buses métalliques
- ✗ Fasc. 51 Ouvrages de soutènement
  - 51.1 - Soutènements classiques
  - 51.2 - Tirants d'ancrage
  - 51.3 - Terre armée
- ✗ Fasc. 52 Déblais et remblais
- ✗ Fasc. 53 Ouvrages de protection

Cette inspection concerne l'ensemble des éléments constituant l'ouvrage y compris tous les éléments non accessibles dans les conditions normales. Le marché inclut donc l'usage de moyens de levage et de dégagement légers (pelle...). Les travaux plus lourds tels que le débroussaillage sont assurés par les CEI suite à la visite de reconnaissance.

L'intervention comprend :

- ✗ la mise en place des moyens d'accès, du matériel complémentaire nécessaire à la réalisation des inspections. Les moyens d'accès doivent permettre :
  - de poser la main « à plat » sur les parements béton et maçonnerie,
  - d'approcher à moins de 20 cm toutes les parties métalliques, ainsi que les appareils d'appui,
  - d'observer à la loupe tous les cordons de soudure,

– de sonner toutes les têtes de rivet ou de boulon douteuses.

- ✕ La mise en place du matériel d'intervention, en particulier de l'éclairage qui doit permettre d'atteindre un éclairement minimal de 400 lux,
- ✕ la vérification des conditions de sécurité de l'intervention,
- ✕ l'examen visuel rapproché des parties observables avec les moyens prévus pour l'intervention, complété par quelques mesures simples (distances, longueurs, ouvertures, aplombs, sondages au marteau, prélèvements...) et par un repérage permettant leur report.

Le repérage des fissures et de leur tracé sera facilité par l'emploi de source de lumière rasante (naturelle ou artificielle).

Les fissures seront encadrées régulièrement par deux traits parallèles le long de leur parcours. Elles seront arrêtées par un trait d'extrémité. Les emplacements de mesure de l'ouverture des fissures (au moins deux) seront matérialisés sur place.

Ces marquages seront faits à l'aide de produits indélébiles, visibles pendant six ans.

- ✕ l'examen de l'environnement de l'ouvrage et de sa zone d'influence.
- ✕ l'examen détaillé de la structure, incluant la recherche de pathologies éventuelles liées à sa nature, aux sollicitations particulières dont elle pourrait faire l'objet, à l'influence de son environnement...
- ✕ la recherche des fissures, éclatements, taches de rouille avec :
  - indications de leur emplacement, importance, ouverture et forme,
  - la représentation graphique sur les parties d'ouvrage concernées avec précision de l'orientation.
- ✕ la recherche d'indices décelant un défaut de l'étanchéité,
- ✕ l'examen des parements du béton avec recherche des indices décelant une décomposition du béton et des risques de mise à nu des armatures,
- ✕ l'examen des ouvrages au voisinage des appuis, des nœuds, encastremements et jonctions d'éléments,
- ✕ l'examen des appareils d'appui, incluant entre autres un schéma en plan traduisant leurs déformations, l'examen de tous les équipements et superstructures, ainsi que de leurs éléments attenants, avec une attention particulière à la recherche de dysfonctionnements éventuels,
- ✕ la cotation de l'ouvrage suivant la méthode IQOA - note globale et note pour chaque partie d'ouvrage (équipements, structure...), avec report de la synthèse dans la fiche IQOA.
- ✕ l'estimation des travaux ou investigations à réaliser à plus ou moins long terme (elle découle des constatations effectuées lors de cette IDP).

**La liste des points énumérés n'est pas limitative et doit notamment être adaptée à la nature de l'ouvrage visité : ouvrages métalliques (buses ou PS), ouvrages mixtes (pour lesquels il est procédé à un examen visuel des cordons de soudure et du revêtement de protection), etc.**

- ✕ le report systématique des défauts avec leurs légendes sur les plans à l'échelle, avec mention des observations permettant d'apprécier l'ancienneté et l'évolution d'un défaut par référence à une précédente visite, si elle existe.

**Toute fissure d'ouverture supérieure ou égale à 0,1 mm devra être relevée et reportée à l'échelle sur les plans des défauts pour les ouvrages en béton précontraint.**

**Pour les ouvrages en béton armé, la limite de relevé exhaustif des fissures est de 0,3 mm (les fissures de moindre ouverture devant cependant être mentionnées).**

La mesure de la température ambiante et celle du béton observé seront relevées systématiquement et indiquées dans rapport.

✕ la prise de clichés illustrant les défauts et susceptibles d'aider à leur compréhension, Il devra figurer sur tous les clichés le repérage de la pièce concernée. Ils seront dotés d'une échelle permettant d'apprécier l'ampleur réelle du défaut. Si besoin est, le défaut doit faire l'objet d'une vue générale permettant de le situer dans ou sur l'ouvrage, puis de vue(s) rapprochée(s).

✕ L'intervention devra utilement comprendre, pour les parties « béton », l'examen « pseudo-acoustique » des parements douteux par passage (par frottement) d'un galet permettant le repérage des zones « sonnantes creux ». Ces zones seront cartographiées.

✕ La mise en place du balisage et de la signalisation sur le réseau secondaire.

*En cas de découverte de désordres importants et/ou graves, nécessitant de prendre des mesures conservatoires pour garantir la sécurité des intervenants et des usagers de la route, le prestataire doit alerter immédiatement la DIRA, qui juge et décide des mesures à prendre. Il contactera par téléphone l'une des personnes suivantes en priorisant le référent IDP de l'UOA et le Responsable de l'UOA, puis transmettra par mail un compte-rendu à l'UOA dans les 24 h suivants la visite.*

<b>DIR Atlantique</b>	<b>Téléphone</b>
<b>Responsable de l'UOA</b>	<b>05 57 81 65 56/ 06 62 73 13 97</b>
<b>Référent IDP 2025-2028</b>	<b>05 57 81 65 69 / 06 07 97 87 35</b>

Les différents services en charge de l'exploitation du réseau DIRA à prévenir sont les suivants :

<b>District</b>	<b>Téléphone</b>
<b>Responsable du District de Gironde</b>	<b>05 56 87 74 01 / 06 37 21 23 51</b>
<b>Responsable du District d'Angoulême</b>	<b>05 45 94 52 62 / 06 37 22 99 87</b>
<b>Responsable du District de Saintes</b>	<b>05 46 98 32 32 / 06 58 83 25 30</b>
<b>Responsable du District d'Oloron</b>	<b>05 59 34 69 42 / 06 74 73 32 18</b>

## **10-7. Forme du rendu**

### **10-7.1. Généralités**

L'ITSEO 2010 « Instruction Technique pour la Surveillance et l'Entretien des Ouvrages d'Art » précise dans son annexe 6 intitulée «Modèle de cadre de procès-verbal d'inspection détaillée d'un pont classique en BA ou BP », le canevas d'une IDP.

Le prestataire rédige un rapport d'inspection constitué d'un procès verbal complété d'annexes, d'une note de synthèse et d'une estimation de travaux.

Le rapport présentera sur sa couverture, l'année de visite et les renseignements permettant l'identification de l'ouvrage : la voie, le PR, le district sur lequel l'ouvrage est situé, le numéro de l'ouvrage et une photo générale prise dans le sens de la circulation.

Le procès-verbal doit être rédigé sur papier et saisi sur fichier informatique.

Le responsable de l'Inspection devra s'inspirer des nomenclatures des parties d'ouvrages, des catalogues de désordres et des dossiers pilotes édités par le CEREMA et l'IFSTTAR pour la description des parties d'ouvrage, leur appellation et la caractérisation des désordres.

Le procès-verbal doit comprendre au moins les chapitres suivants :

- ✕ Identification,
- ✕ Caractéristiques générales,



- ✕ Historique de l'ouvrage : un bref historique d'après les renseignements recueillis par le titulaire,
- ✕ Constatations et mesures effectuées dans le cadre de l'inspection.

Le rapport doit contenir toutes les anomalies relevées ou les défauts des différentes parties de l'ouvrage :

- zone d'influence aux abords et aux accès de l'ouvrage,
- partie supérieure de l'ouvrage,
- partie inférieure de l'ouvrage,
- les parties intérieures,
- les appuis et les fondations visibles,
- les accès et abords,
- le franchissement.

En particulier, il est pris soin de fixer les différentes positions des désordres sur un plan. Les constatations doivent être basées sur les exemples développés dans les différents fascicules de l'**Instruction Technique**.

- ✕ Éventuellement , essais, auscultations, investigations effectuées depuis la dernière action de surveillance,
- ✕ Une annexe « plans de l'ouvrage » (qui servira de « support de visite »),
- ✕ Une annexe « plans et schémas des défauts ».

Tous les documents graphiques seront à l'échelle. Les échelles de restitution seront telles que les formats employés soient du A4 à l'exception des grandes pièces (tabliers) pour lesquelles la lisibilité des informations imposera certainement des formats plus grands comme du A3.

**La symbolique pour légender les défauts ne doit pas recourir à la couleur, qui est réservée à la distinction entre défauts précédemment relevés (en noir) et défauts nouveaux ou ayant évolués depuis la précédente inspection (en rouge).** Ils sont élaborés sur fonds de plans partiellement cotés, au format DWG sur support informatique (modifiable au format AUTOCAD version 2024).

Le fichier informatique, pour le report des désordres, est structuré de la façon suivante :

- calque n° 1 : dessins de l'ouvrage
- calque n° 2 : désordres pré-existants et non évolutifs à l'inspection détaillée ( en noir)
- calque n° 3 : désordres nouveaux ou évolutifs constatés lors de l'inspection détaillée ( en rouge)
- calque n° 4 : Textes et cotations
- calque n° 5 : Végétation
- ✕ Une annexe « dossier photographique couleur »,

Cette annexe comportera :

- des tirages 10 x 15 des clichés les plus significatifs auxquels le chapitre « constatations » renverra explicitement. La définition des fichiers devra permettre une impression nette des photos à ce format.
- la mosaïque de l'ensemble des clichés saisis lors de l'intervention ; sur cette mosaïque, chaque cliché reçoit un identifiant et a une dimension minimale de 30 mm x 40 mm.
- Tout le dossier photo, contenant un minimum de 20 photos, dont 4 vues d'ensemble différentes de l'ouvrage, est intégré au fichier informatique ; les photos sont au format JPEG.
- ✕ Une annexe « Métré des quantités en vue de réparations ultérieures ».

L'ensemble des désordres relevés doit faire l'objet d'un métré dans lequel apparaissent les quantités correspondantes à chaque désordre. Ces quantités sont utilisées pour définir le budget prévisionnel du programme de réparations des ouvrages d'art. À titre indicatif, les désordres suivants sont détaillés :

1. Longueur totale (m) de fissures d'ouverture supérieure ou égale à 0,1 mm pour les ouvrages en béton précontraint.
  2. Longueur totale (m) de fissures d'ouverture supérieure à 0,3 mm pour les ouvrages en béton armé.
  3. Surface totale (dm<sup>2</sup>) de parement avec épaufrure à ragréer.
  4. Surface totale (dm<sup>2</sup>) de parement (caisson, corniche...) avec éclatement (formé ou en cours de formation) lié à la corrosion d'acier passif, à purger puis ragréer.
  5. Longueur (m) de garde-corps endommagé devant être remplacé,
  6. Surface totale ( 2) de chaussée dégradée devant être remplacée dans la limite des 10m après le joint de chaussée ou le piédroit.
- ✕ Une annexe « Estimation financière détaillée des réparations »: Il peut être demandé au titulaire une estimation financière détaillée des réparations à entreprendre sur l'ouvrage inspecté. Dans ce cas, le prestataire fournit une estimation du coût des travaux à entreprendre pour chaque désordre (fissuration, ragréage, étanchéité, appareils d'appui, joints de chaussée, etc.) sur la base des métrés définis dans le point précédent. Ce prix est rémunéré par un prix complémentaire du bordereau des prix (série de prix 4 du BP). Cette estimation permettra de planifier les actions futures à engager sur l'ouvrage à plus ou moins longue échéance. L'estimation concerne les travaux d'entretien spécialisé pour les ouvrages dont la classe IQOA est 1, 2, 2E et pour les ouvrages comportant la mention « S ». Elle concerne les premières investigations et études à mener pour les ouvrages dont la classe IQOA est 3 ou 3U.

Le nom des dégradations doit être conforme aux documents « défauts apparents des ouvrages d'art en béton ».

Également, le prestataire rédige **une note de synthèse par ouvrage**. Elle doit être rédigée sous forme numérique.

Elle comprend :

- ✕ le rappel des conclusions des dernières actions de gestion de l'ouvrage,
- ✕ l'interprétation des constatations, mesures, essais et reconnaissances effectués lors de l'inspection, ce chapitre expose les limites et les incertitudes des interprétations avancées,
- ✕ les conclusions de l'inspection détaillée :
  - avis sur l'état de l'ouvrage (appuis, tablier, équipements) et de son évolution probable, avec ou sans mesure préventive retardante,
  - les suggestions d'entretien courant et/ou spécialisé et de réparations à réaliser, pour le maintien ou la remise à niveau du niveau de service de l'ouvrage,
  - les suggestions d'aménagement,
  - les propositions d'investigations et d'auscultations spécifiques nécessaires pour lever les incertitudes d'interprétation,
  - les propositions de mesure de maintenance,
  - les propositions de périodicité des actions de surveillance,
  - la signature de l'ingénieur responsable technique de l'inspection détaillée.
- ✕ Les photos de l'inspection en annexe,

Elle est complétée d'une notation IQOA de l'ouvrage selon le modèle de la fiche de synthèse qui lui est applicable (après notation individuelle, par famille, des défauts recensés), en utilisant les

constatations effectuées lors de l'inspection. Ces fiches de synthèse (en nombre variable en fonction de l'ouvrage) sont ajoutées à la fin de la note de synthèse. Ces fiches sont éditées par le SETRA. Les observations et suggestions doivent reprendre notamment les conclusions de la note de synthèse, et en y incluant note IQOA des différentes parties concernées.

Notation IQOA : L'état de chaque partie de l'ouvrage fait l'objet d'une notation. La notation est appréciée selon le système de classe défini en annexe A- « Classe d'état ».

#### **10-7.2.** Cas des murs liés à un pont (mur en aile, en retour...) non sujets au risque de rupture brutale

De façon générale, les constats réalisés sur les murs en retour et en aile de la culée d'un ouvrage sont à intégrer dans le rapport d'inspection de l'ouvrage.

Si les murs liés à un pont (mur en aile, mur en retour...) ne sont pas sujets au risque de rupture brutale, les désordres constatés sur ces murs doivent être mentionnés explicitement dans le rapport d'inspection au même titre que ceux relevés sur les autres parties du pont. La visite des murs fait partie de celle du pont. Un seul rapport est à rédiger pour le pont ; il comprend alors les constats effectués sur les murs.

#### **10-7.3.** Cas des murs liés à un pont (mur en aile, en retour...), sujets au risque de rupture brutale et visités lors de l'inspection « générale » du pont

Les murs liés à un pont (mur en aile, mur en retour...) sujets au risque de rupture brutale, doivent faire l'objet d'une analyse de risques, à l'instar de mur en terre armée.

Lors d'une inspection « générale » d'un pont contenant ce type de mur, un rapport spécifique est demandé pour chaque mur, et ceci de façon notamment à faciliter l'intégration et le traitement des données dans le logiciel de gestion des ouvrages d'art SI<sup>2</sup>OA pour effectuer l'analyse de risques. Ces rapports, partiels, sont à annexer au rapport du pont. Ils sont rémunérés par une plus-value pour la rédaction d'un rapport spécifique, portant sur un élément particulier, visité dans le cadre de l'inspection générale de l'ouvrage, qui, lui, fait l'objet d'un rapport général déjà rémunéré au prix 3.1.1.

En revanche, la visite d'inspection de ces murs faisant partie de celle du pont, une seule visite d'inspection est à considérer pour l'ensemble de l'ouvrage et est rémunérée aux prix 2.1.1 ou 2.1.2.

#### **10-7.4.** Cas des murs liés à un pont, sujets au risque de rupture brutale, dont l'inspection est commandée en dehors de l'inspection « générale » du pont

Le cas échéant, une inspection ponctuelle pourra être diligentée exclusivement sur des murs liés à un pont et sujets au risque de rupture brutale. Cette inspection donnera lieu pour chaque mur à la rédaction d'un rapport. Chaque rapport sera rémunéré au prix 3.1.5.

Il est précisé que si plusieurs murs d'un même ouvrage sont inspectés lors d'une même visite, une seule visite d'inspection est comptabilisée.

#### **10-7.5.** Cas des autres murs de soutènement non liés à un pont

L'inspection d'un mur ne faisant pas partie des cas de figures décrites aux articles 10.7.2, 10.7.3 et 11.7.4 donne lieu à la rédaction d'un rapport rémunéré à la sous-série des prix 3.1.6.

### **10-8. Rapport minute**

Il peut être demandé au prestataire de remettre un projet de rapport d'inspection, « rapport minute », pour observations éventuelles et validation avant la remise du rapport final. La rédaction de ce rapport est rémunérée au prix 3.2. du bordereau de prix.

Ce dernier comprend la fiche de notation IQOA de l'ouvrage, une fiche de synthèse des désordres constatés (complétés d'observations écrites) ainsi que du dossier photos.

Il sera fait appel à cette prestation en cas de besoin de disposer d'éléments très rapidement après la visite.

### **10-9. Déroulement**

Le titulaire doit transmettre ses productions à l'UOA au fur et à mesure de l'avancement des opérations, et de la rédaction des rapports, ceci afin de permettre une exploitation échelonnée.

Le délai pour la transmission des livrables est mentionné à l'article 11-11 du présent CCATP.

Les documents sont à transmettre via la boîte mail de l'UOA (oa.sieer.dira@developpement-durable.gouv.fr) et au référent IDP, en mettant en copie le responsable de l'Unité Ouvrages d'Art.

L'UOA peut être amenée à demander au titulaire des informations complémentaires quant aux désordres constatés, et peut solliciter si elle juge nécessaire une modification du rapport, que le titulaire amendera autant que de besoin.

Par ailleurs, si une ou plusieurs parties d'ouvrage n'ont pas été visitées du simple fait du titulaire, ou si des relevés ont été insuffisants en regard des prescriptions du présent CCATP, l'UOA se réserve le droit de demander au titulaire, et au frais de ce dernier, de revisiter les parties d'ouvrage concernées.

### **10-10. Restitution**

À la fin de chaque campagne de surveillance, le prestataire devra organiser une réunion de restitution, regroupant l'ensemble des parties concernées dont le titulaire, des représentants de l'Unité Ouvrage d'Art, et le cas échéant, des représentants des Districts concernés de la DIR Atlantique. La réunion se déroulera autant que faire se peut en visioconférence.

Elle aura pour but de :

- ✕ présenter et commenter le contenu du rapport, ainsi que les conclusions formulées, en s'attachant à mettre en évidence, à quantifier et à qualifier les défauts nouveaux et l'évolution des défauts préexistants,
- ✕ statuer sur les mesures spécifiques éventuelles proposées, et leurs délais d'exécution. Des éléments seront exposés concernant la cinétique des phénomènes et l'estimation du calendrier au-delà duquel des interventions seraient trop tardives,
- ✕ valider la nature des travaux proposés et leur technique d'exécution,
- ✕ Valider les métrés,
- ✕ valider le devis travaux transmis,
- ✕ valider la maintenance, la surveillance et les suites à donner.

Lors de cette réunion, les enjeux essentiels doivent être mis en exergue de façon pédagogique à l'aide d'illustrations (schémas, croquis, clichés, animations).

En cas de désordres graves constatés sur un ouvrage, le prestataire pourra être amené à se déplacer afin de participer à une réunion organisée par l'Unité Ouvrages d'Art.

### **10-11. Livrables**

Pour chaque ouvrage et après validation de l'Unité Ouvrage d'Art de la version provisoire du rapport d'inspection, le titulaire lui adressera un fichier imprimable comprenant : la version complète du rapport et ses annexes ; les fichiers modifiables avec notamment les planches techniques, le dossier photos, le rapport d'inspection détaillé (PV, note de synthèse, annexes) aux formats compatibles :

- ✕ AUTOCAD (version 2024) pour les planches techniques

- ✕ Open-office et PDF pour le rapport et note de synthèse
- ✕ JPEG pour les photographies

**Les délais maximums de fourniture des procès verbaux ou rapports de visite sont d'un mois après la fin de la visite d'inspection in-situ.**

## **ARTICLE 11. CLAUSE SOCIALE D'INSERTION**

Sans objet.

## **ARTICLE 12 ÉLÉMENTS CONDITIONNANT LA MISSION**

### **12-1. Sécurité**

Les agents du titulaire, pendant la durée de réalisation de la prestation in-situ, devront être munis de vêtements haute visibilité conformes à la réglementation en vigueur et auront l'obligation de porter sur eux tout moyen de communication approprié (radio, téléphone).

Après notification, le titulaire rédige un Plan d'Assurance Qualité (PAQ) comprenant :

- Un document d'organisation générale qui permet de s'assurer de la compétence requise des intervenants et les modalités du contrôle interne au titulaire permettant le respect de la commande.
- Des fiches de procédures d'exécution correspondant à chacune des phases suivantes de l'intervention : Recueil et analyse du dossier d'ouvrage Déroulement de l'inspection Rédaction du PV et de la note de synthèse.
- La détermination de points critiques pour chaque phase : Planification des interventions Cohérence des informations du dossier d'ouvrage Vérification du matériel de visite Vérification des conditions de sécurité Cohérence des mesures in-situ avec le dossier d'ouvrage.

Le personnel, pendant la durée de réalisation de la prestation in-situ, doit se conformer aux règles de sécurité mises en place par l'UOA et le District concerné lors de l'établissement du plan de prévention et du PAQ.

Le personnel est tenu de respecter le code de la route en toute circonstance.

### **12-2. Accès**

Le prestataire doit mettre en œuvre, à sa charge, tous les moyens nécessaires à la complète réalisation de la prestation demandée. En cas d'utilisation de moyens d'accès, il est tenu d'utiliser une plate-forme élévatrice mobile de personnel (PEMP) conforme à la réglementation en vigueur et adaptée au travail à exécuter. Les utilisateurs de la PEMP doivent être titulaires d'un Certificat d'Aptitude à la Conduite en Sécurité (CACES) en cours de validité et pour le type de matériel utilisé.

La société ayant pris connaissance, lors de son contact avec l'UOA et le CEI concerné, des aménagements existants et de la largeur de chaussée permettant l'accès d'un équipement particulier (nacelle par exemple) sera tenue responsable, si elle ne peut effectuer correctement l'inspection détaillée avec les moyens qu'elle a confirmés au cours de la visite de reconnaissance de l'ouvrage.

### **12-3. Planification et Agrément**

Les dates d'inspection des ouvrages doivent être connues et communiquées au Responsable de l'Unité Ouvrages d'Art et au Réfèrent des IDP à l'UOA.

Le prestataire soumet à l'agrément du les moyens en personnel, les véhicules et matériels de signalisation qu'il compte utiliser.

Le prestataire fournit au Réfèrent des IDP ouvrages d'art de l'UOA un planning des inspections tenant compte des contraintes particulières ainsi que les copies des arrêtés de circulation nécessaires.

### **12-4. Contraintes particulières**

En fonction de la localisation de l'ouvrage à visiter, le prestataire doit se soumettre à diverses contraintes dont il doit tenir compte aussi bien pour l'établissement de son offre que de son planning.

Il n'est pas acceptable qu'une partie d'ouvrage reste non visitée sauf en cas de conditions exceptionnelles dûment justifiées avant la visite. Dans ce dernier cas, le prestataire fera des propositions d'aménagement pour rendre accessible les parties non visitées lors des prochaines inspections.

Les informations relatives au balisage (contacts pris, date des arrêtés, mode de balisage prévu...) sont reportées dans le « **Document spécifique de chantier** » (**Annexe B**) qui doit être mis à disposition de l' UOA (responsable Ouvrages d'Art) et du CEI concerné .

### **12-5. Contrôle qualité et point d'arrêt**

Avant le lancement de l'inspection in-situ d'un ouvrage, le titulaire fournit le « document spécifique de chantier » au responsable Ouvrages d'Art. Celui-ci donne son accord pour l'intervention.

C'est le **premier point d'arrêt** de l'affaire, répété autant de fois qu'il y a d'ouvrages.

Dans le cas où un ouvrage nécessiterait plusieurs interventions, le document spécifique de chantier détaille les dispositions prises pour chacune d'entre elles. Si cela implique l'écriture de plusieurs documents spécifiques de chantier (différents moyens d'accès, dates indéterminées pour la suite de l'inspection au moment où elle démarre...), ils font l'objet d'autant de validations.

**Le dernier point d'arrêt est constitué par l'émission du « constat de prestation / service fait » décrit à l'article 8-2 du CCATP.**

### **12-6 Moyens et renseignements fournis par la DIR Atlantique**

La DIR Atlantique s'engage à fournir au titulaire l'assistance nécessaire pour mener à bien sa mission dans le cadre du marché et de chaque mission, à savoir :

- Réalisation des travaux préparatoires suggérés par le prestataire,
- Nettoyage des abords, des accès et, si nécessaire, des intérieurs. Le nettoyage peut comprendre une évacuation, par aspiration, des poussières polluant les extrados horizontaux ou sub-horizontaux,
- Information des usagers de la route,
- Au minimum, mise à la disposition du titulaire du rapport la dernière inspection détaillée de l'OA lorsqu'il existe. Dans le cas où d'autres archives seraient connues et disponibles, le titulaire prévoira un déplacement au siège de la DIRA ou en District à toute fin de consultation,
- Prise en charge des conditions d'exploitation du réseau géré par la DIRA nécessaires pour réaliser l'inspection.

## **12-7. Moyens et prestations fournis par le titulaire**

Dans le cadre de sa mission, le titulaire aura à sa charge tous les moyens nécessaires pour l'exécution des prestations qui lui incombent, notamment :

- la location et la manipulation du matériel nécessaire approprié qu'il aura retenu pour effectuer la visite de certaines parties d'ouvrages d'accès difficile : nacelle à bras télescopique, passerelle négative, embarcation nautique, matériel de descente en rappel, etc.,
- l'obtention auprès des gestionnaires des voies rétablies extérieures au domaine géré par la DIR Atlantique (autres routes, voies ferrées, voies navigables...) et concernées par les visites, des conditions de maintien de la circulation et de sécurité d'intervention,
- l'information des concessionnaires de l'ouvrage, des utilisateurs et propriétaires des zones franchies, des riverains,
- l'utilisation de moyens photographiques, de fissuromètres, de petits outils etc.,
- l'utilisation des nomenclatures des parties d'ouvrages, des catalogues de désordres et des dossiers pilotes édités par le SETRA et l'IFSTTAR pour la description des parties d'ouvrage, leur appellation et la caractérisation des désordres, afin d'uniformiser la dénomination et classification : laquelle n'est pas limitative et pourra être complétée autant que de besoin,
- l'utilisation de moyens informatiques appropriés permettant le bon déroulement de sa mission, notamment quant à la présentation des documents permettant également leur évolution en fonction de l'expérience et des besoins qui pourraient apparaître.

## **ARTICLE 13. DÉROGATIONS AUX DOCUMENTS GÉNÉRAUX**

Les dérogations explicitées dans les articles désignés ci-après du CCATP sont apportées aux articles suivants des documents et des normes françaises homologuées ci-après :

### **a) CCAG :**

CCATP 1-3 déroge à l'article 13.1.2 du CCAG

CCATP 1-8.3 déroge à l'article 9.2 du CCAG

CCATP 3-3 déroge à l'article 15.3 du CCAG

CCATP 4 déroge à l'article 14.1.3 du CCAG

CCATP 4.2 déroge à l'article 14.1.2 du CCAG

CCATP 4.2.1 déroge à l'article 14.1.1 du CCAG

CCATP 5-2 déroge à l'article 11.1 du CCAG

CCATP 9 déroge à l'article 41.2 du CCAG

### **b) CCTG et CPC travaux publics**

### **c) Normes françaises homologuées**

### **d) Autres normes**

# Liste des annexes

Annexe A : Classe d'état

Annexe B : Document spécifique de chantier

Annexe C : Programmation prévisionnelle des IDP 2025 / 2028

Annexe D : Réseau DIR Atlantique 2024

Annexe E : Modèle de cadre de procès verbal d'inspection détaillée d'un pont classique en béton armé ou en béton précontraint.